



Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques  
Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale  
Mission des études, de l'observation et des statistiques

# Panorama Statistique

Jeunesse  
Sports  
Cohésion Sociale

Les régions françaises • 2014

Le **PANORAMA STATISTIQUE, JEUNESSE, SPORTS, COHÉSION SOCIALE 2014** est un mémento annuel présentant des données départementales et régionales sur la démographie, la pauvreté, l'immigration et l'intégration, la précarité et l'exclusion, le handicap et la dépendance, le logement et l'hébergement, la jeunesse, l'enfance et la protection de l'enfance, le sport, les diplômes délivrés des professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle et enfin, l'emploi dans les domaines associatif et sportif.

Il est accessible dans une version Internet présentant l'ensemble des données départementales et régionales et permettant aux utilisateurs de télécharger la maquette nationale ou de choisir un département sur la carte de France des régions puis de sélectionner le tableau à visualiser. Cette version web est consultable sur le site du ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes à l'adresse suivante :

<http://www.drees.sante.gouv.fr/le-panorama-statistique-jeunesse-sports-cohesion-sociale,10375.html>

Les éditions antérieures du PANORAMA STATISTIQUE sont consultables en ligne à l'adresse suivante :

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/apps/panorama/historique.htm>

<b>DÉMOGRAPHIE</b>	<b>3</b>
Données générales	4
Indicateurs démographiques	4
Structure par âge de la population	5
<b>PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ, EXCLUSION</b>	<b>7</b>
Immigration et origines	8
Activité et chômage de la population immigrée et étrangère	8
Revenus et inégalités de revenus	9
Chômage	9
RSA et minima sociaux	10
<b>HANDICAP ET DÉPENDANCE</b>	<b>11</b>
Allocataires AAH, APA, personnes prises en charge par des mandataires	12
<b>LOGEMENT, HÉBERGEMENT</b>	<b>13</b>
Parc des logements et statut d'occupation	14
Recours au droit au logement (DALO)	14
Hébergement social	15
<b>JEUNESSE</b>	<b>16</b>
Classes d'âge, morbidité, mortalité, conduite à risques	17
Scolarité, formation, emploi	18
Fonds d'aide aux jeunes (FAJ), service civique, missions locales, PAIO	19
<b>ENFANCE, PROTECTION DE L'ENFANCE</b>	<b>20</b>
Aide sociale à l'enfance	21
Accueils collectifs de mineurs sans hébergement	22
Accueils collectifs de mineurs avec hébergement	23
Accueil des enfants d'âge pré-scolaire	24
<b>SPORT - DIPLÔMES DÉLIVRÉS</b>	<b>25</b>
Fédérations sportives	26
Équipements sportifs, sports de haut niveau, pôles sportifs	27
Formations aux professions sociales et formations complémentaires	28
Formations aux professions de santé et formations complémentaires	29
Formations à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport	30
Activité, emploi associatif et sport	31
<b>SIGLES</b>	<b>32</b>
<b>ADRESSES UTILES</b>	<b>33</b>

Sources : INSEE, DREES

## Pour en savoir plus :

### Les indicateurs sociaux départementaux

Les indicateurs sociaux départementaux constituent le socle commun d'un système d'information partagé entre échelons nationaux et départementaux dans les principaux domaines de l'action sociale départementale. Ils intègrent à la fois des indicateurs transversaux, reflétant le contexte territorial (20 indicateurs parmi lesquels l'espérance de vie, le taux de pauvreté monétaire, les catégories sociales...) et des indicateurs propres à chaque thématique :

- **Protection de l'enfance en danger** : taux de mesures d'aide sociale à l'enfance, part des enfants dont les parents sont sans emploi, ... ;
- **Personnes handicapées** : taux d'allocataires de l'AAH, taux d'équipement en places en établissements et services pour personnes handicapées, ... ;
- **Insertion sociale et minima sociaux** : part de la population couvertes par le RSA, part de jeunes non insérés, ... ;
- **Personnes âgées** : taux de bénéficiaires de l'APA, ... ;
- **Indicateurs financiers** : dépenses de RSA, APA, PCH, ... par habitant et par bénéficiaire.

Ces indicateurs sont issus des conclusions de plusieurs groupes de travail devenus aujourd'hui le Réseau des indicateurs sociaux départementaux, piloté par l'ADF, la DREES, l'INSEE et l'ODAS et constitué également de conseils départementaux et d'autres producteurs nationaux de données (ANDASS, CCMSA, CNAF, CNSA, ONED). Enfin, d'autres partenaires collaborent avec le réseau en fournissant des données : la CNAV, la CNAMTS, la DEPP, la DARES...

### Population immigrée

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

### Population étrangère

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).

À la différence de celle d'immigré, la qualité d'étranger ne perdure pas toujours tout au long de la vie : on peut, sous réserve que la législation en vigueur le permette, devenir français par acquisition.

### Mobilité résidentielle interdépartementale selon l'âge

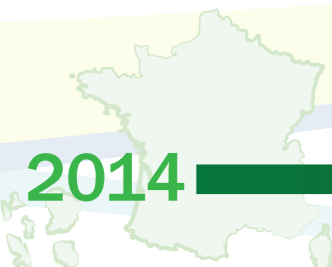
Au sein du territoire national, deux types de mouvements migratoires sont susceptibles d'affecter l'évolution de la population d'une zone géographique donnée : d'une part, des mouvements en provenance ou à destination de l'étranger qui affectent à la fois le solde migratoire de la zone et le solde migratoire national et d'autre part, des mouvements internes au territoire national, entre la zone considérée et les autres parties du territoire, qui affectent le solde migratoire de la zone sans affecter le solde migratoire national.

Le taux annuel de migration interne nette d'une zone géographique donnée correspond au taux annuel d'évolution de la population imputable aux mouvements migratoires internes à la France (métropole et Dom). Il est égal à la différence entre les entrées et les sorties de la zone considérée liées à des mouvements internes, rapportée à la population moyenne de la zone.

### Aide complémentaire :

<http://www.drees.sante.gouv.fr/les-indicateurs-sociaux-departementaux,8626.html> ▶

[http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers\\_web/action-sociale-departementale/action-sociale-departementale-suite.htm](http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/action-sociale-departementale/action-sociale-departementale-suite.htm) ▶



## Données générales

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
Superficie en km <sup>2</sup>	8 280	41 309	26 013	17 589	31 582	27 209	39 151	25 606	8 680	16 202	12 317	12 011	27 376	16 942	23 547	45 348	12 414	32 082	19 399	25 809	31 399	43 698	543 963	86 367	2 877
Population au 1er janvier 2011 (Recensement de population)	1 852 325	3 254 233	1 350 682	1 475 684	1 642 734	3 217 767	2 556 835	1 336 053	314 486	1 173 440	1 839 393	11 852 851	2 670 046	741 072	2 350 657	2 903 420	4 042 015	3 601 113	1 918 155	1 777 773	4 916 069	6 283 541	63 070 344	1 034 475	nd
Population au 1er janvier 2013 (Estimation de population)	1 861 020	3 303 392	1 355 630	1 479 242	1 643 931	3 259 659	2 572 931	1 333 497	322 120	1 177 906	1 848 102	11 978 363	2 727 286	741 047	2 350 657	2 946 507	4 052 156	3 658 351	1 924 737	1 792 159	4 937 445	6 393 470	63 659 608	1 042 334	nd
Population étrangère au 1er janvier 2011 (Recensement de population)	142 154	142 500	44 421	29 530	66 095	67 247	107 809	50 614	27 481	51 644	54 733	1 500 348	153 276	33 206	121 655	135 307	130 393	78 485	64 627	50 061	315 170	406 751	3 773 507	107 898	nd
Projection de la population en 2040 (1)	2 023 000	3 878 000	1 448 000	1 574 000	1 725 000	3 873 000	2 807 000	1 312 000	350 000	1 270 000	1 946 000	12 766 000	3 291 000	812 000	2 386 000	3 595 000	4 149 000	4 391 000	2 041 000	2 062 000	5 588 000	7 451 000	70 738 000	1 401 000	nd
Taux de croissance annuel moyen 2006-2011 en %	0,4	0,8	0,2	0,3	0,2	0,8	0,3	0,0	1,3	0,4	0,3	0,5	1,1	0,3	0,1	0,9	0,1	0,9	0,3	0,6	0,4	0,9	0,5	nd	nd
dont dû au solde migratoire	-0,1	0,7	0,2	0,1	0,1	0,6	0,1	-0,3	1,3	0,0	-0,1	-0,4	0,9	0,5	-0,1	0,7	-0,4	0,4	-0,2	0,6	0,1	0,3	0,1	nd	nd
Densité au 1/01/2013 (nombre d'habitants par km <sup>2</sup> )	225	80	52	84	52	120	66	52	37	73	150	997	100	44	100	65	326	114	99	69	157	146	117	12	nd
Naissances domiciliées 2012 définitives	21 713	34 346	13 695	16 048	17 328	36 582	29 993	15 453	3 010	13 891	23 690	181 229	30 421	6 986	25 788	32 622	55 530	44 771	24 539	18 315	59 764	82 889	788 603	16 300	nd
Décès domiciliés 2012 définitifs	14 885	32 619	15 228	15 157	17 850	32 790	25 032	12 908	2 921	10 542	16 593	72 529	26 940	9 020	21 875	27 825	37 027	31 665	17 549	19 168	47 638	49 525	557 286	6 480	nd
Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines en 2011 (2)	87,2	73,3	68,4	64,5	66,2	70,7	73,6	67,2	61,5	69,1	84,6	99,8	77,8	63,0	81,4	69,3	94,7	75,4	77,2	65,8	91,0	88,4	82,6	79,3	nd
Part des familles monoparentales en 2011 en %	13,0	13,6	12,3	11,8	12,0	11,5	12,0	13,6	18,0	13,0	13,5	17,1	15,9	12,2	13,8	13,4	15,4	10,3	13,7	11,7	16,5	13,2	14,1	39,0	nd
Taux d'activité de la population en 2011 (rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans en %) (2)	73,8	72,1	71,5	71,6	72,2	71,9	73,4	71,4	68,7	73,2	72,1	75,7	68,9	71,1	71,0	72,7	68,4	73,8	71,5	72,2	70,5	73,9	72,6	nd	nd

(1) selon le scénario central

(2) Indicateurs sociaux départementaux - zonage en aires urbaines de 2011

Sources : DREES, INSEE, Omphale 2010

## Indicateurs démographiques

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
Taux de natalité en 2012 - Naissances domiciliées pour 1 000 habitants	11,7	10,4	10,1	10,8	10,5	11,2	11,7	11,6	9,3	11,8	12,8	15,1	11,2	9,4	11,0	11,1	13,7	12,2	12,7	10,2	12,1	13,0	12,4	15,6	nd
Taux de mortalité en 2012 - Décès domiciliés pour 1 000 habitants (1)	8,0	9,9	11,2	10,3	10,9	10,1	9,7	9,7	9,1	9,0	9,0	6,1	9,9	12,2	9,3	9,5	9,1	8,7	9,1	10,7	9,7	7,8	8,8	nd	nd
Taux mortalité infantile (Rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants en 2010-2011-2012) (1)	3,6	3,2	3,6	2,9	3,3	3,5	3,2	3,6	3,0	3,9	3,7	3,7	3,4	3,5	3,2	3,3	3,3	2,9	3,4	2,6	3,0	3,0	3,3	nd	nd
Indice de vieillissement au 1.01.2013 (1) - Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans	68,0	90,5	98,1	84,4	93,6	80,1	82,1	74,8	101,0	74,6	66,5	52,1	88,5	113,4	75,1	86,8	56,3	70,7	61,3	97,1	90,1	66,9	72,7	nd	nd
Mobilité résidentielle interdépartementale de la population âgée de 18 à 39 ans pour 10 000 habitants entre 2003 et 2008 (1)	-18,3	58,3	-1,5	-57,8	-44,2	28,9	-19,5	-82,3	45,0	-36,0	-32,3	-2,9	47,5	28,9	-46,1	100,7	-55,7	29,4	-36,5	17,5	3,9	32,9	-	nd	nd
<b>Espérance de vie à la naissance en 2012 (1)</b>																									
Hommes	79,1	78,8	77,8	77,5	78,0	77,3	78,5	77,2	79,8	78,3	77,2	80,1	78,5	78,4	77,7	79,7	75,4	78,7	76,7	78,3	79,2	79,6	78,5	nd	nd
Femmes	84,4	85,1	84,5	84,6	84,5	84,4	84,9	83,8	85,4	84,5	83,9	85,5	84,6	84,9	83,7	85,1	82,8	85,3	83,1	85,0	85,0	85,5	84,9	nd	nd
<b>Espérance de vie à 65 ans en 2012 (1)</b>																									
Hommes	18,5	19,0	18,1	18,5	18,4	18,2	18,9	18,0	19,6	18,8	18,1	19,6	19,1	18,6	17,9	19,4	16,8	19,1	17,6	19,0	19,3	19,2	18,8	nd	nd
Femmes	22,0	23,0	22,4	22,7	22,6	22,4	22,9	22,1	22,9	22,6	22,2	23,2	22,6	22,8	21,8	23,0	21,2	23,2	21,6	22,9	22,8	23,0	22,8	nd	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, INSEE - Eip 2013 - Données Rp 2011

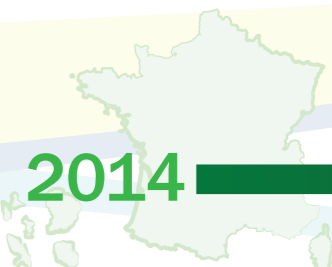


## Structure par âge de la population

### Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2013 - Ensemble

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
0 - 4 ans	109 627	175 224	69 443	82 266	88 465	188 564	152 619	79 377	16 108	70 945	117 967	837 296	152 077	36 180	131 888	162 224	273 171	229 422	124 583	95 040	280 784	409 954	<b>3 883 224</b>	74 065	nd
5 - 9 ans	110 143	184 730	74 104	88 010	93 677	200 855	156 953	81 360	16 378	74 028	117 693	783 219	156 566	38 486	137 027	166 257	272 469	240 529	126 988	101 476	277 926	409 013	<b>3 907 887</b>	82 259	nd
10 - 14 ans	112 647	193 668	76 319	92 228	96 537	205 247	158 929	81 623	17 238	73 353	119 319	747 387	163 652	39 699	141 101	170 710	273 107	238 524	128 944	104 373	287 812	404 984	<b>3 927 401</b>	85 120	nd
15 - 19 ans	113 050	188 363	74 901	89 027	92 477	194 354	149 163	80 176	16 706	70 539	114 354	730 817	161 339	39 211	139 781	173 116	264 834	223 959	118 677	99 361	286 039	395 069	<b>3 815 313</b>	76 087	nd
20 - 24 ans	117 919	184 716	74 493	80 581	87 560	179 859	137 087	81 337	17 443	67 914	111 493	827 484	156 493	38 934	145 873	173 694	268 369	207 213	114 342	94 050	280 260	397 770	<b>3 844 884</b>	60 057	nd
25 - 54 ans	753 437	1 257 697	503 218	543 642	604 252	1 225 844	963 952	509 094	127 800	453 136	714 511	5 113 913	1 015 754	265 480	927 298	1 131 552	1 589 941	1 394 957	756 729	653 379	1 870 051	2 529 905	<b>24 905 542</b>	406 119	nd
55 - 59 ans	125 352	219 588	95 465	102 366	114 321	213 976	171 829	89 256	21 388	76 068	122 097	690 913	175 784	52 695	162 309	191 755	255 480	230 882	124 708	125 806	315 043	385 872	<b>4 062 953</b>	62 982	nd
60 - 64 ans	115 972	228 017	98 411	104 283	119 409	219 258	175 095	89 948	21 970	76 553	118 548	633 879	185 002	56 156	152 735	193 575	244 647	233 896	123 856	130 165	319 358	377 074	<b>4 017 807</b>	54 858	nd
65 - 74 ans	150 146	318 033	135 571	137 369	163 035	299 459	238 709	116 739	34 251	105 201	152 193	813 904	276 357	77 477	199 974	271 177	297 729	309 492	151 539	181 328	500 842	537 270	<b>5 467 795</b>	75 379	nd
75 - 84 ans	109 409	239 882	105 595	110 396	124 299	233 024	182 828	86 517	23 337	76 668	111 554	547 561	195 450	64 866	154 145	211 948	223 562	239 357	109 384	140 137	354 356	378 864	<b>4 023 139</b>	45 876	nd
85 ans et +	43 318	113 474	48 110	49 074	59 899	99 219	85 767	38 070	9 501	33 501	48 373	251 990	88 812	31 863	58 526	100 499	88 847	110 120	44 987	67 044	164 974	167 695	<b>1 803 663</b>	19 532	nd
<b>Ensemble</b>	<b>1 861 020</b>	<b>3 303 392</b>	<b>1 355 630</b>	<b>1 479 242</b>	<b>1 643 931</b>	<b>3 259 659</b>	<b>2 572 931</b>	<b>1 333 497</b>	<b>322 120</b>	<b>1 177 906</b>	<b>1 848 102</b>	<b>11 978 363</b>	<b>2 727 286</b>	<b>741 047</b>	<b>2 350 657</b>	<b>2 946 507</b>	<b>4 052 156</b>	<b>3 658 351</b>	<b>1 924 737</b>	<b>1 792 159</b>	<b>4 937 445</b>	<b>6 393 470</b>	<b>63 659 608</b>	<b>1 042 334</b>	<b>nd</b>
Moins de 6 ans	131 661	211 172	83 798	99 623	107 019	227 833	183 430	95 845	19 321	85 963	141 657	997 550	183 168	43 697	159 002	195 377	328 085	277 313	149 780	114 634	335 905	492 004	<b>4 663 837</b>	90 398	nd
Enfants de 6 à 16 ans	245 344	418 538	166 449	199 398	209 651	446 483	346 443	178 820	37 007	161 111	259 827	1 658 770	353 839	86 377	306 897	372 421	597 228	522 988	279 768	227 085	626 133	891 520	<b>8 592 097</b>	183 793	nd
Jeunes de 16 à 25 ans	231 858	370 941	148 365	167 205	178 569	369 229	282 981	161 286	34 457	137 317	225 148	1 591 093	315 078	77 881	287 174	345 328	533 927	425 981	231 702	191 120	562 992	792 402	<b>7 662 034</b>	130 212	nd
Population de 26 à 64 ans	971 758	1 669 570	683 195	734 533	820 636	1 624 698	1 283 589	672 604	167 615	592 729	932 790	6 263 113	1 347 305	366 990	1 213 443	1 484 592	2 036 628	1 819 486	982 204	891 655	2 450 961	3 214 618	<b>32 224 712</b>	513 185	nd
Population de 65 ans et plus	302 873	671 389	289 276	296 839	347 233	631 702	507 304	241 326	67 089	215 370	312 120	1 613 455	560 619	174 206	412 645	583 624	610 138	658 969	305 910	388 509	1 020 172	1 083 829	<b>11 294 597</b>	140 787	nd
Population de 75 ans et plus	152 727	353 356	153 705	159 470	184 198	332 243	268 595	124 587	32 838	110 169	159 927	799 551	284 262	96 729	212 671	312 447	312 409	349 477	154 371	207 181	519 330	546 559	<b>5 826 802</b>	65 408	nd
Population de 80 ans et plus	92 285	224 142	96 511	99 574	116 943	204 976	169 334	77 392	19 834	68 461	98 854	499 315	179 000	62 558	128 249	199 314	191 406	218 865	94 587	131 405	327 025	340 842	<b>3 640 872</b>	38 094	nd

Source : Estimations de population INSEE (résultats provisoires arrêtés fin 2013)



Sources : DREES, INSEE, CNAF, MSA, DARES.

## Pour en savoir plus :

### Taux de pauvreté

Il correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros).

### Taux de pauvreté - Seuil de pauvreté

Un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Le seuil est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. Eurostat et les pays européens utilisent en général un seuil à 60 % de la médiane des niveaux de vie.

### Intensité de la pauvreté

L'intensité de la pauvreté est un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Il est calculé de la manière suivante : (seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

### Niveau de vie médian

Il s'agit du niveau de vie qui partage les personnes en deux groupes ; d'une part, le groupe des personnes qui a un niveau de vie inférieur ; et d'autre part, le groupe des personnes qui a un niveau de vie supérieur.

### Disparité des niveaux de vie

Si l'on ordonne une distribution de revenus ou de niveau de vie, les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties égales. Ainsi pour une distribution du revenu disponible, le premier décile (noté généralement D1) est le revenu au-dessous duquel se situent 10% des revenus. Le neuvième décile (noté généralement D9) est le revenu au-dessous duquel se situent 90% des revenus. Le premier décile est, de manière équivalente, le revenu au-dessus duquel se situent 90% des revenus ; le neuvième décile est le revenu au-dessus duquel se situent 10 % des revenus.

Les déciles d'une distribution permettent de calculer des rapports inter-déciles qui mettent en évidence les disparités ou les écarts entre les plus riches et les plus pauvres :

- le rapport D9/D1 met en évidence l'écart entre le haut et le bas de la distribution
- le rapport D9/D5 compare le haut de la distribution à la valeur médiane
- le rapport D5/D1 compare la médiane au bas de la distribution

### Taux de chômage localisés trimestriels

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Ces taux sont calculés en moyenne trimestrielle pour les régions, les départements et les zones d'emploi de métropole selon une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi pour le niveau national (chômage au sens du BIT) et de Pôle emploi (chômage répertorié à partir des DEFM) pour la répartition géographique.

Ces taux sont cohérents avec le taux de chômage national officiel dit au sens du BIT.

### Chômage au sens du Bureau International du Travail

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement).

### Demandeurs d'emploi

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois)

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois)

### Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

Le revenu de solidarité active (RSA) s'adresse depuis le 1er juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer (et le 1er janvier 2012 à Mayotte) à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Depuis le 1er septembre 2010 en France métropolitaine et le 1er juillet 2011 dans les DOM, il a été étendu aux personnes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux années au cours des trois dernières années (RSA jeune).

Le seuil du revenu garanti par le RSA est calculé en additionnant un montant forfaitaire, variable selon la composition du foyer, à une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer.

Le RSA socle est destiné aux personnes dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Il peut être majoré pour les parents assumant seuls la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Le RSA socle non majoré s'est substitué au revenu minimum d'insertion (RMI) et le RSA socle majoré à l'allocation de parent isolé (API).

Le RSA activité seul, qui n'est pas à proprement parler un minimum social, est versé aux foyers dont le revenu d'activité est supérieur au montant forfaitaire, mais inférieur au revenu garanti. Il peut également être majoré en cas d'isolement (aux mêmes conditions que pour le RSA socle).

### Les allocations du minimum vieillesse (ASV et ASPA)

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV), créée en 1956, s'adresse aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou l'âge minimum légal de départ à la retraite en cas d'inaptitude au travail) et leur assure un niveau de revenu égal au minimum vieillesse. Une nouvelle prestation, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est entrée en vigueur le 13 janvier 2007. Cette allocation unique se substitue, pour les nouveaux bénéficiaires, aux prestations de premier étage du minimum (qui ne font pas partie des minima sociaux) et à l'allocation supplémentaire vieillesse.

### L'allocation de solidarité spécifique (ASS)

Instituée en 1984, c'est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage ou aux demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

### CMU (Couverture Maladie Universelle) et CMUC (Couverture Maladie Universelle Complémentaire)

Mise en place à partir du 1er janvier 2000, la CMU est un droit immédiat et permanent à l'assurance maladie et maternité de base pour toute personne en résidence stable et régulière sur le territoire et qui n'en bénéficie pas déjà. La CMU de base concerne les personnes en situation de grande exclusion et les anciens assurés personnels. La CMU complémentaire (CMUC) concerne ceux dont les revenus ne dépassent pas un certain seuil et ouvre droit à la prise en charge intégrale du ticket modérateur et des dépenses supplémentaires concernant l'optique, les prothèses dentaires, l'orthopédie dento-faciale, les audioprothèses... Elle couvre aussi le forfait hospitalier. Enfin, elle dispense de l'avance de frais.

### Aide complémentaire :

<http://www.drees.sante.gouv.fr/01-definitions-et-baremes-relatifs-aux-minima-sociaux,10483.html>

[www.drees.sante.gouv.fr/minima-sociaux,2083.html](http://www.drees.sante.gouv.fr/minima-sociaux,2083.html)

<http://www.drees.sante.gouv.fr/minima-sociaux-et-prestations-sociales-menages-aux-revenus,11381.html>

<http://www.drees.sante.gouv.fr/minima-sociaux-la-hausse-du-nombre-d-allocataires-s,11309.html>

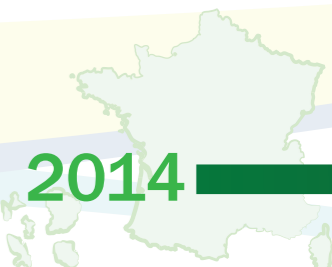
<http://www.drees.sante.gouv.fr/les-conditions-de-vie-des-beneficiaires-de-minima-sociaux,11268.html>

<http://www.drees.sante.gouv.fr/parents-beneficiaires-de-minima-sociaux-comment-concilier,11267.html>

<http://www.drees.sante.gouv.fr/les-conditions-de-logement-des-beneficiaires-de-minima,11270.html>

<http://www.drees.sante.gouv.fr/les-allocataires-du-rsa-fin-juin-2013,11240.html>

<http://www.drees.sante.gouv.fr/les-depenses-d-aide-sociale-departementale-en-2013-une,11404.html>



**Immigration - intégration**  
 Immigration et origines

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
<b>Nombre de personnes immigrées</b>	<b>194 878</b>	<b>206 374</b>	<b>66 479</b>	<b>41 753</b>	<b>98 961</b>	<b>93 323</b>	<b>155 848</b>	<b>74 642</b>	<b>30 839</b>	<b>78 303</b>	<b>81 938</b>	<b>2 117 902</b>	<b>241 194</b>	<b>42 361</b>	<b>186 169</b>	<b>219 453</b>	<b>187 037</b>	<b>114 459</b>	<b>96 393</b>	<b>69 296</b>	<b>494 490</b>	<b>601 352</b>	<b>5 493 444</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
Pays de naissance des immigrés																									
Portugal	10 488	39 094	18 621	2 778	18 122	6 460	31 468	9 834	7 014	8 524	8 207	240 445	14 328	6 620	13 921	27 248	11 874	9 401	14 468	9 481	23 550	59 949	<b>591 895</b>	nd	nd
Italie	12 185	7 896	2 809	1 130	7 274	1 778	3 368	4 526	4 215	5 654	2 003	55 442	9 995	871	30 272	13 951	11 736	2 149	3 180	1 510	55 659	59 576	<b>297 179</b>	nd	nd
Espagne	4 659	28 867	4 266	1 029	4 415	2 086	6 276	2 875	553	2 179	1 894	46 486	44 817	1 391	4 654	25 909	3 334	2 427	2 904	2 332	24 326	26 870	<b>244 549</b>	nd	nd
Autres pays de l'UE (à 27)	38 676	37 023	8 074	12 694	12 153	25 724	13 682	10 173	3 120	5 835	7 635	170 140	37 810	11 974	41 873	39 600	37 278	19 603	11 190	23 884	64 739	56 234	<b>689 114</b>	nd	nd
Autres pays d'Europe	20 294	6 063	3 469	1 767	6 151	4 785	5 884	3 863	597	10 735	2 622	72 305	7 375	1 867	9 871	7 062	3 523	5 993	2 839	2 283	20 574	51 304	<b>251 226</b>	nd	nd
Algérie	19 251	12 583	5 967	3 113	9 640	4 871	13 832	11 581	1 463	12 255	13 799	285 704	27 528	3 813	25 789	24 329	42 635	9 976	11 454	4 519	85 657	106 828	<b>736 587</b>	nd	nd
Maroc	20 873	29 241	6 553	3 690	15 663	7 993	25 461	10 251	10 337	11 372	11 436	224 785	59 064	3 839	18 050	28 504	37 119	13 092	16 781	5 514	67 595	52 254	<b>679 467</b>	nd	nd
Tunisie	4 250	2 985	1 427	1 042	3 366	1 762	3 681	1 438	1 845	1 392	2 912	107 549	4 557	555	2 634	5 357	3 984	4 352	2 485	1 163	52 122	35 170	<b>246 028</b>	nd	nd
Autres pays d'Afrique	15 449	17 168	4 661	5 540	7 765	14 301	23 624	7 475	618	4 209	17 428	419 715	11 608	4 806	9 490	19 117	17 071	22 684	15 990	8 675	40 330	45 492	<b>733 216</b>	nd	nd
Turquie	29 172	4 506	3 973	3 130	5 545	5 965	10 993	4 393	31	9 499	4 843	68 704	4 844	2 752	17 211	2 954	3 636	5 574	5 483	1 423	10 638	41 589	<b>246 858</b>	nd	nd
Autres pays	19 581	20 948	6 659	5 840	8 867	17 598	17 579	8 233	1 046	6 649	9 159	426 627	19 268	3 873	12 404	25 422	14 847	19 208	9 619	8 512	49 300	66 086	<b>777 325</b>	nd	nd
Part des femmes dans la population immigrée en %	51,3	52,2	50,5	49,5	50,9	50,5	50,3	50,3	43,9	51,2	48,8	51,3	51,6	50,3	51,1	51,7	50,0	49,9	49,1	50,9	51,5	51,2	<b>51,1</b>	nd	nd

Source : INSEE - RP 2011 Exploitation principale - RP 2011 Exploitation complémentaire pour les DOM

**Immigration - intégration**  
 Activité et chômage de la population immigrée et étrangère

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
<b>Activité de la population âgée de 15 ans et plus</b>																									
Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi	803 745	1 326 241	547 929	592 196	662 269	1 313 020	1 050 416	536 543	124 616	487 295	747 631	5 400 394	976 926	292 559	955 907	1 199 218	1 519 759	1 510 858	769 991	707 327	1 903 855	2 690 029	<b>26 118 723</b>	324 045	nd
Immigrés	85 234	84 931	25 750	16 117	38 078	38 577	66 032	27 902	14 344	30 183	32 611	1 117 925	82 184	15 450	67 680	86 168	65 341	46 955	40 105	24 767	181 347	254 270	<b>2 441 952</b>	27 254	5 229
Non immigrés	718 511	1 241 309	522 179	576 078	624 190	1 274 443	984 384	508 641	110 272	457 112	715 020	4 282 469	894 743	277 109	888 226	1 113 050	1 454 418	1 463 903	729 886	682 560	1 722 507	2 435 759	<b>23 676 770</b>	296 792	236 399
Français	752 145	1 273 916	533 554	582 576	641 437	1 289 616	1 013 690	521 396	113 205	471 620	730 635	4 759 893	933 148	283 035	916 763	1 152 662	1 481 680	1 484 957	748 416	692 500	1 802 622	2 543 915	<b>24 723 380</b>	304 157	nd
Étrangers	51 600	52 324	14 375	9 619	20 832	23 404	36 726	15 147	11 411	15 675	16 996	640 501	43 778	9 524	39 144	46 556	38 079	25 901	21 576	14 827	101 233	146 114	<b>1 395 343</b>	19 889	nd
<b>Taux de chômage de la population âgée de 15 ans et plus (1)</b>	<b>11,8</b>	<b>11,8</b>	<b>10,7</b>	<b>11,4</b>	<b>11,5</b>	<b>10,3</b>	<b>11,5</b>	<b>13,2</b>	<b>11,7</b>	<b>11,7</b>	<b>13,2</b>	<b>11,6</b>	<b>16,1</b>	<b>10,8</b>	<b>13,1</b>	<b>11,6</b>	<b>16,2</b>	<b>10,5</b>	<b>14,0</b>	<b>12,0</b>	<b>13,7</b>	<b>10,9</b>	<b>12,2</b>	<b>28,2</b>	<b>nd</b>
Immigrés	22,1	20,0	20,6	23,0	21,7	23,0	23,4	24,2	15,7	24,0	26,6	17,8	26,5	25,0	21,4	22,2	26,6	27,5	22,7	24,4	24,3	20,1	<b>20,6</b>	46,4	nd
Non immigrés	10,4	11,2	10,2	11,0	10,7	9,9	10,5	12,5	11,1	10,8	12,5	9,8	15,0	9,8	12,3	10,7	15,6	9,8	13,5	11,5	12,5	9,8	<b>11,2</b>	25,8	nd
Français	10,9	11,3	10,3	11,1	11,0	10,0	10,8	12,7	11,2	11,0	12,7	10,4	15,4	10,0	12,6	11,0	15,8	10,0	13,6	11,6	12,9	10,1	<b>11,5</b>	25,9	nd
Étrangers	23,7	21,5	24,1	25,1	24,7	25,2	26,1	28,0	15,9	28,6	31,0	19,6	29,8	28,3	22,6	25,2	29,5	31,3	26,0	27,1	26,4	22,0	<b>22,8</b>	51,1	nd

(1) au sens du recensement de la population

Source : INSEE - RP 2011



## Pauvreté - Précarité - Exclusion

### Revenus et inégalités de revenus (année 2011)

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
Revenu disponible médian des ménages (en euros)	31 469	28 346	26 823	27 887	27 796	28 414	29 222	27 716	25 911	28 781	29 338	34 041	26 148	26 289	28 134	28 080	27 463	29 158	29 481	27 533	28 264	30 408	<b>29 377</b>	nd	nd
Niveau de vie médian des ménages (en euros) (1)	20 609	19 312	18 690	18 645	19 024	19 322	19 514	18 645	18 088	19 364	19 245	22 152	17 911	18 599	18 899	19 302	17 526	19 182	18 779	18 670	19 327	20 230	<b>19 547</b>	nd	nd
Disparités des revenus des ménages (rapport interdécile D9/D1 du niveau de vie) (1)	3,5	3,3	3,1	3,1	3,1	3,0	3,1	3,4	3,7	3,2	3,2	4,4	3,7	3,2	3,3	3,4	3,5	3,0	3,3	3,2	3,8	3,5	<b>3,6</b>	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire (seuil de pauvreté à 60%) (1)	12,2	13,5	14,3	13,7	13,2	11,5	12,5	15,5	19,2	13,1	13,8	13,5	19,6	15,4	14,7	14,6	19,7	11,6	15,5	14,3	16,4	12,4	<b>14,3</b>	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire (seuil de pauvreté à 60%) des individus âgés de 0 à 19 ans en % (1)	19,0	18,7	20,0	20,2	19,8	15,0	18,8	23,5	24,9	18,8	20,6	19,5	28,0	22,3	21,9	19,6	29,1	16,0	23,3	20,2	24,0	17,5	<b>20,5</b>	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire (seuil de pauvreté à 60%) des individus de 65 ans et plus en % (1)	6,2	10,1	11,4	8,7	8,1	9,6	7,4	8,2	16,8	8,7	6,6	6,3	11,5	12,7	8,5	11,8	9,5	8,4	8,0	11,3	9,5	7,7	<b>8,8</b>	nd	nd
Intensité de la pauvreté monétaire (1)	19,4	18,9	18,4	17,5	17,9	17,2	18,5	19,0	21,3	17,9	18,4	20,9	21,8	19,2	19,4	19,5	19,6	16,7	18,9	18,6	21,2	19,0	<b>19,5</b>	nd	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources: DREES, INSEE - Revenus disponibles localisés

## Pauvreté - Précarité - Exclusion

### Chômage (septembre 2014)

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
Taux de chômage localisé (4ème trimestre 2013) en % (1)	9,0	9,6	8,6	9,0	8,9	8,6	9,3	10,4	10,0	9,2	11,0	8,6	13,9	9,0	10,4	10,0	13,0	8,6	11,7	9,2	11,3	8,6	<b>9,7</b>	nd	nd
Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (2)	140,8	271,1	100,1	110,6	121,4	246,0	200,7	112,9	18,8	87,9	164,6	919,5	270,7	52,6	186,1	253,7	384,8	297,3	170,9	140,1	437,3	486,4	<b>5 174,3</b>	149,5	nd
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (2)	93,5	172,1	62,2	69,0	72,6	151,1	127,5	68,5	15,2	57,9	105,4	662,8	191,1	32,6	127,6	163,5	265,5	172,2	110,7	85,3	308,2	321,0	<b>3 435,7</b>	132,2	nd
Nombre de demandeurs d'emploi longue durée (Catégories A, B, C) (2)	60,6	110,8	45,9	46,9	54,1	102,1	87,3	51,1	5,9	36,9	78,0	389,2	113,1	24,3	84,0	108,0	183,5	130,0	81,1	59,6	177,6	189,3	<b>2 219,2</b>	75,6	nd
Proportion en % des femmes parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	48,3	53,0	52,4	50,5	51,6	51,9	51,5	50,2	53,2	50,4	51,0	48,8	49,6	51,7	48,5	52,4	47,2	53,0	49,9	52,4	49,6	50,9	<b>50,3</b>	58,2	nd
Proportion en % des moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	16,5	15,7	17,0	19,3	17,5	17,2	17,9	17,1	15,4	17,6	19,4	11,3	15,5	16,3	17,2	15,6	19,5	19,0	18,6	17,6	14,4	15,8	<b>16,0</b>	13,8	nd
Proportion en % des 50 ans et plus parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	22,2	22,2	23,5	22,0	23,3	21,3	22,3	22,1	22,9	22,9	21,0	22,8	22,7	23,8	22,8	21,9	19,5	20,7	21,5	23,1	23,2	20,8	<b>22,0</b>	24,5	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Données exprimées en milliers

Sources: DREES, INSEE, DARES, Pôle emploi



## Pauvreté - Précarité - Exclusion

### RSA et Minima sociaux

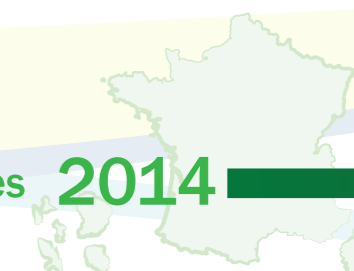
	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
<b>Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31.12.2013</b>	<b>57 524</b>	<b>102 075</b>	<b>38 961</b>	<b>41 203</b>	<b>45 536</b>	<b>75 625</b>	<b>73 170</b>	<b>47 024</b>	<b>7 856</b>	<b>32 206</b>	<b>66 776</b>	<b>388 608</b>	<b>138 239</b>	<b>21 318</b>	<b>80 690</b>	<b>94 020</b>	<b>216 423</b>	<b>89 974</b>	<b>69 238</b>	<b>58 932</b>	<b>198 531</b>	<b>156 880</b>	<b>2 100 809</b>	<b>115 204</b>	<b>114 102</b>
RSA socle seul majoré	4 588	7 852	3 007	3 418	3 722	5 836	6 548	4 740	603	2 762	6 656	30 099	11 704	1 759	6 896	7 677	22 133	8 085	7 107	5 016	17 133	12 747	180 088	17 272	15 290
RSA socle seul non majoré	32 300	53 870	19 907	20 663	23 741	39 026	38 597	26 081	4 452	17 357	37 490	240 388	81 108	10 493	46 682	51 423	125 270	45 610	37 514	31 151	116 891	84 066	1 184 080	78 409	74 737
RSA socle + activité majoré	624	1 253	421	552	524	881	919	529	68	343	730	3 765	1 316	247	696	1 023	1 828	1 122	729	647	1 859	1 746	21 822	694	753
RSA socle + activité non majoré	6 257	13 076	4 782	4 703	5 008	9 347	8 309	4 186	825	3 380	6 577	37 782	15 124	2 842	7 884	11 769	17 908	10 063	6 524	6 515	21 501	18 229	222 591	6 121	7 624
RSA activité seule majoré	1 104	2 322	944	1 160	1 236	2 241	1 843	939	109	747	1 448	6 369	2 216	502	1 400	1 816	3 221	2 621	1 382	1 366	3 097	3 626	41 709	1 255	1 274
RSA activité seule non majoré	12 411	23 201	9 696	10 493	11 028	17 908	16 582	10 436	1 786	7 453	13 609	69 515	26 275	5 359	16 767	19 957	45 480	21 915	15 765	13 938	37 529	35 830	442 933	11 420	14 323
Taux de population couverte par le RSA total en % (1) (2)	6,6	6,3	6,1	5,9	5,9	4,6	6,2	7,9	4,6	5,9	7,8	6,6	10,4	6,3	7,2	6,5	12,3	5,2	8,3	7,0	8,4	5,2	7,0	nd	nd
<b>Allocataires de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31.12.2012 (3)</b>	<b>10 679</b>	<b>18 125</b>	<b>8 674</b>	<b>8 298</b>	<b>9 697</b>	<b>15 229</b>	<b>15 169</b>	<b>9 772</b>	<b>1 393</b>	<b>6 570</b>	<b>12 834</b>	<b>65 897</b>	<b>23 853</b>	<b>4 059</b>	<b>17 098</b>	<b>16 802</b>	<b>31 465</b>	<b>16 086</b>	<b>13 295</b>	<b>10 343</b>	<b>31 871</b>	<b>30 473</b>	<b>377 680</b>	<b>14 971</b>	<b>17 804</b>
Allocataires de l'ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans	0,9	0,9	1,0	0,9	1,0	0,7	0,9	1,1	0,7	0,9	1,1	0,8	1,4	0,9	1,1	0,9	1,2	0,7	1,1	0,9	1,0	0,7	0,9	2,3	nd
<b>Allocataires de l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) au 31.12.2012</b>	<b>9 765</b>	<b>29 546</b>	<b>12 914</b>	<b>9 709</b>	<b>10 985</b>	<b>21 511</b>	<b>14 753</b>	<b>8 294</b>	<b>9 370</b>	<b>7 226</b>	<b>10 206</b>	<b>74 829</b>	<b>33 487</b>	<b>8 400</b>	<b>12 929</b>	<b>29 479</b>	<b>26 960</b>	<b>20 483</b>	<b>11 370</b>	<b>13 699</b>	<b>69 076</b>	<b>39 617</b>	<b>484 608</b>	<b>42 722</b>	<b>nd</b>
Allocataires de l'ASV et de l'ASPA pour 100 personnes de 60 ans et plus	2,3	3,3	3,3	2,4	2,4	2,5	2,2	2,5	10,5	2,5	2,4	3,3	4,5	3,6	2,3	3,8	3,2	2,3	2,6	2,6	5,2	2,7	3,2	21,8	nd
<b>Bénéficiaires de la couverture maladie complémentaire (CMUC) au 31.12.2012</b>	<b>91 544</b>	<b>175 855</b>	<b>69 039</b>	<b>77 297</b>	<b>85 571</b>	<b>123 485</b>	<b>144 712</b>	<b>97 031</b>	<b>12 402</b>	<b>62 407</b>	<b>126 057</b>	<b>732 855</b>	<b>255 341</b>	<b>42 299</b>	<b>136 413</b>	<b>176 440</b>	<b>420 808</b>	<b>162 696</b>	<b>131 609</b>	<b>101 528</b>	<b>383 206</b>	<b>299 925</b>	<b>3 908 520</b>	<b>268 166</b>	<b>nd</b>
Bénéficiaires de la CMUC en % de la population totale (1)	4,9	5,4	5,1	5,2	5,2	3,8	5,6	7,3	3,9	5,3	6,8	6,2	9,5	5,7	5,8	6,0	10,4	4,5	6,8	5,7	7,8	4,7	6,2	25,9	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Population couverte par le RSA: l'allocataire, le conjoint et les personnes à charge

(3) Données semi-définitives

Sources: INSEE, DREES, CNAF, MSA



Sources: INSEE, DREES, DGCS, CNAF, MSA.

## Pour en savoir plus :

### L'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

Instituée en 1975, elle s'adresse aux personnes handicapées ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse ni à une pension d'invalidité ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80%, ou d'au moins 50% si la CDAPH (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

### L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Mise en place en 2002, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est versée par les conseils départementaux aux personnes âgées de 60 ans ou plus qui sont évaluées comme dépendantes d'après la grille AGGIR, qu'elles vivent à leur domicile ou qu'elles résident en établissement. Cette prestation permet de financer en partie les différentes aides (humaines et techniques) auxquelles ces personnes ont recours pour compenser leurs difficultés dans la réalisation des actes de la vie quotidienne.

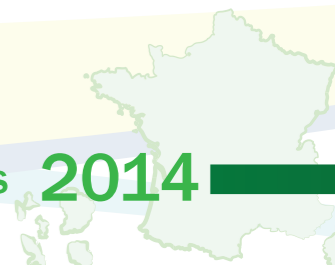
La grille AGGIR permet une évaluation de la perte d'autonomie de la personne en repérant ce qu'elle fait et ce qu'elle ne fait pas seule. 'Seule' signifie que l'on exclut ce que font les aidants et les soignants ; en revanche, les aides matérielles et techniques (comme les lunettes, prothèses, fauteuil roulant, poche de colostomie...) sont prises en compte. Elle distingue six niveaux de GIR (Groupes iso-ressources) permettant de classer les personnes en fonction des différents stades de perte d'autonomie.

## Aide complémentaire :

<http://www.drees.sante.gouv.fr/l-allocation-aux-adultes-handicapes-attribuee-dans-les,11233.html>

<http://www.drees.sante.gouv.fr/les-enquetes-sur-l-allocation-personnalisee-d-autonomie-apa,6586.html>

<http://www.drees.sante.gouv.fr/les-beneficiaires-de-l-allocation-personnalisee-d-autonomie,11272.html>



## Handicap - Dépendance

### Allocataires AAH, APA, personnes prises en charge par des mandataires

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
<b>Adultes allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31.12.2013</b>	23 096	60 470	26 404	25 619	30 751	54 688	37 991	22 781	6 406	19 398	32 914	129 740	53 632	16 037	38 162	53 814	72 144	50 391	35 576	30 485	81 064	88 073	989 636	16 696	15 928
Part des allocataires AAH dans la population des 20 ans à 64 ans en % (1)	2,0	3,1	3,3	3,0	3,3	2,9	2,6	2,9	3,4	2,7	3,0	1,8	3,4	3,8	2,6	3,1	3,0	2,3	3,1	3,0	2,8	2,3	2,7	nd	nd
<b>Nombre de bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) au 31.12.2012</b>	32 820	74 591	34 625	34 311	39 647	66 017	51 120	25 437	9 890	22 171	34 749	130 007	65 333	21 259	43 576	78 127	79 465	62 447	36 279	38 397	96 882	114 747	1 191 898	15 752,0	nd
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et + (1)	21,5	21,1	22,5	21,5	21,5	19,9	19,0	20,4	30,1	20,1	21,7	16,3	23,0	22,0	20,5	25,0	25,4	17,9	23,5	18,5	18,7	21,0	20,5	nd	nd
Nombre de personnes prises en charge par des mandataires individuels au 31.12.2013	2 425	4 576	2 464	1 487	2 165	1 149	1 578	1 222	231	298	167	10 562	3 819	994	1 355	6 164	906	2 404	447	1 348	4 862	2 306	52 929	147,0	nd
Nombre de personnes prises en charge par des services mandataires au 31.12.2013	6 479	23 005	9 599	12 130	11 086	22 499	17 090	7 729	660	7 084	12 511	30 411	13 586	6 173	13 235	15 944	28 753	20 701	11 940	14 895	18 514	31 270	335 294	2 727,0	nd
<b>Nombre total de personnes prises en charge par des mandataires individuels et des services mandataires au 31.12.2013</b>	8 904	27 581	12 063	13 617	13 251	23 648	18 668	8 951	891	7 382	12 678	40 973	17 405	7 167	14 590	22 108	29 659	23 105	12 387	16 243	23 376	33 576	388 223	2 874	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, INSEE, DGCS, CNAF, MSA

Sources : DREES, INSEE, Infocentre DALO, DRJSCS, DGCS.

## Pour en savoir plus :

### Droit Au Logement Opposable (Loi DALO)

Le Droit au Logement Opposable, institué par la loi du 5 mars 2007 (dite « Loi DALO ») permet aux personnes mal logées de faire valoir leur droit à un logement ou un hébergement digne.

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite « loi ALUR »), publiée au Journal officiel du 26 mars 2014, prévoit la création d'une garantie universelle des loyers et un encadrement de ceux-ci.

### Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles, habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale de l'État. Leur autorisation est délivrée par le préfet après consultation du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS). Les CHRS ont pour mission d'héberger et d'accompagner des personnes ou des familles connaissant de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Une convention entre le CHRS et l'État précise les catégories de personnes accueillies et la nature des actions conduites en leur faveur.

### Les centres d'accueil de demandeurs d'asile

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles. Ils sont partie prenante du dispositif national d'accueil (DNA) des demandeurs d'asile et des réfugiés. Les CADA assurent l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement social et administratif des demandeurs d'asile pendant l'instruction de leur demande par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), puis de leur éventuel recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

### Les centres d'accueil non conventionnés

Les centres d'accueil non conventionnés sont des centres d'hébergement qui ne sont ni conventionnés au titre de l'aide sociale de l'État, ni conventionnés au titre de l'aide sociale départementale. Ils relèvent plutôt de l'initiative caritative, paroissiale, communale, etc.

### Les centres provisoires d'hébergement

Les centres provisoires d'hébergement (CPH) sont des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) destinés spécifiquement aux réfugiés statutaires, c'est-à-dire dont le statut de réfugié a été reconnu par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

### Les maisons relais

Les maisons relais constituent une modalité particulière de résidence sociale, destinée à l'accueil sans condition de durée des personnes dont la situation sociale et psychologique rend difficile leur accès à un logement ordinaire. Elles accueillent ainsi des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, fréquentant ou ayant fréquenté de façon répétitive les structures d'hébergement provisoire et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme, mais sans relever de structures d'insertion de type CHRS. Les maisons relais proposent un logement durable. Leur conception en petites unités de 15 à 25 logements, alliant logements privatifs et espaces collectifs, avec la présence quotidienne d'un hôte ou d'un couple d'hôte qui leur porte une attention personnalisée, vise à recréer un lien social, en même temps qu'elle offre un environnement sécurisant et chaleureux. Les résidences accueil constituent une formule de maisons relais dédiée aux personnes souffrant d'un handicap psychique, qui prévoit un partenariat formalisé avec des équipes de soins et d'accompagnement social et médico-social adapté.

### Les résidences sociales

Les résidences sociales constituent une catégorie spécifique de logements-foyers, destinés au logement collectif

à titre de résidence principale de personnes dans des immeubles comportant à la fois des locaux privatifs meublés et des locaux communs affectés à la vie collective. Les résidences sociales ont vocation à accueillir des publics très diversifiés tels que les jeunes travailleurs ou jeunes en insertion, les personnes en formation professionnelle, les femmes en difficulté, les travailleurs immigrés, etc. Elles peuvent être créées ex nihilo ou par transformation de foyers de jeunes travailleurs (FJT) ou de foyers de travailleurs migrants (FTM). La durée de séjour y est de 1 mois renouvelable sans limitation de durée, mais la vocation d'accueil temporaire est généralement rappelée dans le projet social (accueil variant entre 1 mois et 2 ans).

### Foyer de jeunes travailleurs

Les foyers de jeunes travailleurs (FJT) ont pour mission d'accueillir des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle. Ils proposent un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective.

### Foyer de travailleurs migrants

Les foyers de travailleurs migrants ont pour mission d'accueillir des travailleurs migrants isolés. Ces établissements proposent un hébergement à durée indéterminée comportant généralement des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective. Ces personnes bénéficient automatiquement d'un contrat de location.

### Aide complémentaire :

<http://www.drees.sante.gouv.fr/les-etablissements-et-services-en-faveur-des-enfants-et,11023.html>

<http://www.drees.sante.gouv.fr/les-etablissements-d-hebergement-pour-adultes-et-familles-en-difficulte-sociale-activite-personnel-et-clientele-au-15-decembre-2008,10443.html>

[http : www.logement.gouv.fr](http://www.logement.gouv.fr)



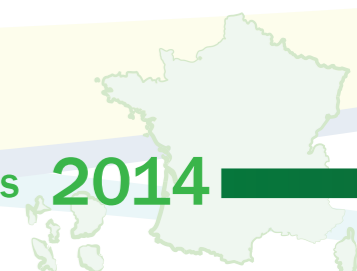
## Logement - Hébergement social

Lits, places installés au 1er janvier 2014 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
<b>Etablissements pour adultes et familles en difficulté</b>																									
<b>Hébergement social</b>																									
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	1 040	1 344	423	477	1 117	1 102	1 067	1 031	178	630	1 666	9 715	1 103	265	1 806	1 133	3 551	1 707	1 125	1 000	2 994	3 887	<b>38 361</b>	418	296
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	1 224	855	537	569	1 091	864	1 417	787	0	607	940	3 769	717	259	1 074	935	542	1 468	949	440	1 460	2 876	<b>23 380</b>	0	0
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	586	491	56	506	477	459	749	714	53	922	331	8 222	615	66	1 031	895	2 880	699	428	200	1 083	3 331	<b>24 794</b>	12	488
Centres provisoires d'hébergement	120	60	0	0	53	59	90	0	0	66	0	493	30	0	0	161	42	50	60	0	56	146	<b>1 486</b>	0	0
<b>Logement accompagné</b>																									
Maisons relais - Pensions de famille	374	834	238	166	324	465	451	286	30	185	421	2 054	668	107	504	555	585	603	408	342	722	1 034	<b>11 356</b>	172	0
Résidences Sociales	1 131	1 194	1 202	1 739	2 022	1 340	2 886	1 234	28	1 261	1 860	43 491	1 323	593	3 075	1 529	2 321	5 233	115	883	11 188	14 150	<b>99 798</b>	75	0
Foyers de jeunes travailleurs (FJT) (1)	1 320	1 537	952	363	875	1 565	928	865	0	728	284	4 161	90	219	1 257	820	503	345	1 340	400	782	3 276	<b>22 610</b>	160	107
Foyers de travailleurs migrants (FTM) (1)	2 687	0	475	0	471	44	1 127	571	259	332	1 684	29 972	30	181	3 304	0	1 441	230	3 035	0	1 446	4 355	<b>51 644</b>	0	0

(1) Non transformés en résidences sociales

Sources : DREES FINESS, INSEE RP exploitation complémentaire - Eip 2013, DRJSCS, DGCS



Sources : DREES, INSEE, INSERM, OFDT, CNAMTS, MEN-DEPP, DSN, Agence du service civique, DJEPVA, DARES.

## Pour en savoir plus :

### Consommations de produits psychoactifs des jeunes Français

L'Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies (OFDT) est un organisme public chargé du recueil, de l'analyse et de la synthèse des données relatives aux drogues illicites, à l'alcool, au tabac et aux jeux de hasard et d'argent en France.

Mise en œuvre par l'OFDT depuis 2000 en partenariat avec la Direction du service national (DSN), l'enquête déclarative ESCAPAD consiste en un questionnaire proposé à l'ensemble des jeunes présents lors d'une Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD). Elle renseigne sur les niveaux d'usage et les évolutions en termes de produits et de modalités de consommation.

### Contrat Unique d'Insertion

Le contrat unique d'insertion (CUI) est un contrat de travail associant formation et aide financière pour provoquer l'embauche de personnes dont les candidatures pour occuper un emploi sont habituellement rejetées. Il se divise en deux catégories : le contrat initiative emploi (CUI-CIE) et le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE).

- Le CUI-CIE concerne des emplois dans le secteur privé industriel et commercial.
- Le CUI-CAE concerne des emplois dans le secteur public ou associatif.
- Le CUI est réservé aux personnes reconnues par les institutions chargées de l'insertion professionnelle comme spécialement désavantagées dans la compétition pour l'accès à l'emploi.

### Les missions locales et PAIO pour l'accompagnement vers l'emploi des jeunes en difficulté

Une Mission Locale est un point d'accueil dans une zone de compétence optimale pour les jeunes qui ont besoin d'aide dans leur insertion sociale et professionnelle. La mission locale est une structure d'accueil pour les jeunes de 16 à 25 ans. La mission locale est constituée de tous les partenaires concernés par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes : collectivités territoriales, services de l'État, partenaires économiques et sociaux, associations. Missions locales et P.A.I.O. (Permanences d'Accueil, d'Information et Orientation) constituent le réseau d'accueil des jeunes en difficulté. Leur zone de compétence correspond à l'aire géographique optimale permettant à ces jeunes de trouver près de leur domicile un point d'accueil susceptible de les aider dans leur insertion sociale et professionnelle.

### Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ)

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ), créé en 1989, est destiné à aider financièrement les jeunes de moins de 25 ans qui connaissent des difficultés, ces derniers ne pouvant bénéficier d'une aide dans le cadre du RSA (sauf s'ils ont des enfants à charge ou qu'ils ont travaillé au moins deux années au cours des trois années précédant la demande).

La mise en place du FAJ dans les départements, au départ facultative, a été rendue obligatoire en 1992. Initialement co-piloté dans chaque département par l'État et le conseil général, le FAJ a été décentralisé en 2005 : le conseil général assure depuis cette date la gestion et le financement du fonds.

Le FAJ attribue des aides financières ponctuelles et/ou des prestations d'accompagnement social.

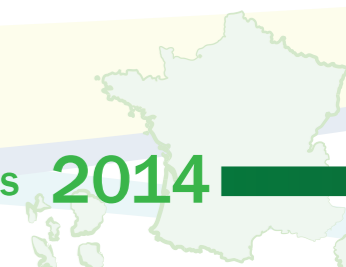
### Aide complémentaire :

<http://www.drees.sante.gouv.fr/97-000-jeunes-en-grande-precarite-beneficient-du-fonds-d,11398.html>

<http://www.ofdt.fr>

<http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr>

<http://www.jeunes.gouv.fr/>



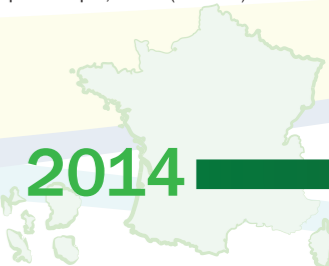


## Jeunesse

## Classes d'âge, Cohabitation familiale, Morbidité, Mortalité, Conduites à risques

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
<b>Classe d'âge- sexe et âge au 1er janvier 2013</b>																									
<b>Garçons</b>																									
Moins de 15 ans	170 223	283 497	111 495	134 178	142 711	304 723	238 758	124 098	25 808	112 317	181 899	1 209 038	241 241	58 395	210 217	256 310	420 240	361 264	194 231	154 357	432 747	626 914	5 994 661	122 388	nd
De 15 à 24 ans	116 700	188 383	76 535	87 299	93 192	193 113	146 731	84 304	17 703	71 750	115 007	771 760	160 662	40 515	147 327	179 056	270 777	220 964	119 528	99 860	289 238	402 307	3 892 711	68 653	nd
Moins de 25 ans	286 923	471 880	188 030	221 477	235 903	497 836	385 489	208 402	43 511	184 067	296 906	1 980 798	401 903	98 910	357 544	435 366	691 017	582 228	313 759	254 217	721 985	1 029 221	9 887 372	191 041	nd
<b>Filles</b>																									
Moins de 15 ans	162 194	270 125	108 371	128 326	135 968	289 943	229 743	118 262	23 916	106 009	173 080	1 158 864	231 054	55 970	199 799	242 881	398 507	347 211	186 284	146 532	413 775	597 037	5 723 851	119 056	nd
De 15 à 24 ans	114 269	184 696	72 859	82 309	86 845	181 100	139 519	77 209	16 446	66 703	110 840	786 541	157 170	37 630	138 327	167 754	262 426	210 208	113 491	93 551	277 061	390 532	3 767 486	67 491	nd
Moins de 25 ans	276 463	454 821	181 230	210 635	222 813	471 043	369 262	195 471	40 362	172 712	283 920	1 945 405	388 224	93 600	338 126	410 635	660 933	557 419	299 775	240 083	690 836	987 569	9 491 337	186 547	nd
Part des jeunes de moins de 25 ans dans la population générale en %	30,3	28,1	27,2	29,2	27,9	29,7	29,3	30,3	26,0	30,3	31,4	32,8	29,0	26,0	29,6	28,7	33,4	31,2	31,9	27,6	28,6	31,5	30,4	36,2	nd
<b>Cohabitation familiale des jeunes de 20 à 24 ans en 2011</b>																									
Part des garçons de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	56,1	46,9	45,9	48,9	48,3	43,8	50,0	48,6	61,4	48,4	52,4	61,5	50,3	43,0	56,0	41,3	59,6	44,2	57,6	42,3	58,7	49,9	52,9	72,6	nd
Part des filles de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	38,0	31,1	29,7	30,6	30,9	28,6	32,0	30,0	45,3	29,8	35,0	47,8	33,4	27,3	38,1	28,1	40,5	28,3	38,4	25,2	43,0	34,9	37,1	51,8	nd
Part de l'ensemble des jeunes de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	46,8	38,9	37,9	39,8	39,6	36,4	41,0	39,4	53,4	39,4	43,7	54,4	41,8	35,1	47,1	34,7	50,0	36,3	48,1	33,8	50,8	42,4	44,9	62,0	nd
<b>Morbidité, mortalité, conduites à risques en 2011</b>																									
<b>Consommation tabac, alcool, cannabis à 17 ans en %</b>																									
<b>Garçons</b>																									
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	32	34	41	40	31	37	35	33	nd	34	32	27	33	34	31	36	33	34	33	34	34	34	33	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	11	18	25	17	22	19	13	25	nd	19	11	10	14	15	15	18	11	23	15	18	11	19	15	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	9	12	12	8	7	9	8	7	nd	11	6	10	10	8	6	11	8	7	9	8	12	11	10	nd	nd
<b>Filles</b>																									
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	28	32	32	37	27	36	28	27	nd	30	36	25	35	32	28	32	28	29	31	30	34	32	30	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	4	7	7	6	4	9	5	4	nd	6	3	4	6	5	6	8	4	9	4	6	5	7	6	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	3	3	6	3	4	3	3	3	nd	4	1	3	5	<0,5	2	4	3	1	2	4	6	4	3	nd	nd
Taux de recours à l'IVG des mineures (pour 1 000 femmes de 15 à 17 ans) en 2012	8,9	9,5	8,7	9,1	10,1	7,5	8,3	9,2	11,9	10,0	9,8	11,3	12,5	10,7	9,5	8,8	12,7	7,8	12,1	8,9	13,4	8,2	9,9	nd	nd
<b>Décès des jeunes de 15 à 24 ans (2009-2010-2011) toutes causes confondues</b>	259	425	212	232	274	474	421	204	69	210	277	1 365	441	87	358	421	569	606	358	308	708	900	9 178	nd	nd
Par accident de la circulation	79	153	73	89	99	125	162	58	23	68	74	270	181	22	109	158	112	210	107	113	234	286	2 805	nd	nd
Par suicide	35	73	28	47	36	95	60	35	8	45	52	165	81	20	64	52	127	126	70	48	95	104	1 466	nd	nd

Sources: DREES (SAE, PMSI), INSEE RP2011 exploitation complémentaire, EIp 2013, INSERM-CePidc, OFDT Enquête Escapad, Erasmé (CNAM-TS)



Jeunesse  
Scolarité, Formation, Emploi

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
<b>Scolarité</b>																									
Part des jeunes de 17 ans ayant de faibles capacités ou de grosses difficultés en lecture en 2013 en % (1)	8,5	8,4	7,2	9,1	10,3	7,8	9,6	10,4	6,0	11,4	9,0	7,2	7,4	9,8	10,1	8,0	10,8	8,0	14,4	10,3	7,6	6,6	8,5	nd	nd
Part des jeunes non diplômés au sein de la population des 20-24 ans non inscrite en établissement scolaire en 2011 en % (1)	19,0	18,9	17,7	18,1	19,9	14,4	20,3	21,4	27,6	20,2	21,8	21,9	24,4	18,3	19,5	18,1	23,3	15,7	24,4	18,5	23,1	19,3	20,4	36,7	nd
Part des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population des 25-34 ans non inscrite en établissement scolaire en 2011 en % (1)	40,0	40,6	39,4	34,8	35,9	42,7	37,7	35,0	30,8	38,1	35,9	53,9	38,2	38,3	37,4	46,3	38,6	41,1	34,4	36,6	40,1	45,6	43,0	27,5	nd
Taux des retards de 2 ans et plus en 3ème (année 2013-2014)	1,3	1,0	1,5	1,1	1,6	0,9	1,4	1,4	1,8	1,2	1,2	1,7	1,5	1,7	1,2	1,3	1,8	1,1	1,1	1,1	1,7	1,4	1,4	4,5	4,9
<b>Formation, Activité en 2011</b>																									
Part des filles de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	79,2	81,8	82,6	80,6	79,5	83,7	79,0	80,9	80,3	80,2	79,5	83,5	81,3	81,2	81,6	83,2	81,4	81,2	79,2	79,4	80,9	81,5	81,6	84,2	nd
Part des filles de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	11,4	9,2	8,8	10,9	11,0	9,5	11,6	8,6	9,3	11,2	10,2	9,2	7,7	9,7	9,0	8,6	6,6	11,3	8,5	10,8	9,4	10,5	9,5	3,1	nd
Part des garçons de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	70,8	73,8	73,1	71,5	69,2	76,9	69,4	71,2	69,9	71,0	70,2	79,0	73,3	73,5	73,9	76,3	76,0	69,9	69,3	69,2	73,1	73,2	73,9	79,1	nd
Part des garçons de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	19,0	16,4	18,2	19,0	20,3	16,0	20,1	17,6	18,2	20,0	17,6	12,0	13,8	17,2	15,8	14,9	10,9	21,6	17,0	20,9	15,6	18,0	16,1	6,0	nd
Part des filles de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	26,9	30,6	29,8	24,6	23,3	29,2	22,9	23,2	24,9	22,8	22,8	32,0	30,1	27,4	26,3	31,2	27,5	25,6	21,5	24,8	29,0	28,1	28,2	26,2	nd
Part des filles de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	50,9	46,3	47,6	50,6	52,3	50,5	52,9	48,2	41,0	52,5	50,5	49,6	40,4	50,5	48,9	47,1	41,8	53,5	48,4	50,0	44,7	51,3	48,6	25,3	nd
Part des garçons de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	21,5	24,8	23,9	19,5	18,3	23,9	17,8	19,6	18,3	19,1	19,5	28,7	24,8	23,2	21,9	26,8	24,3	21,2	17,5	20,1	23,5	22,6	23,6	21,4	nd
Part des garçons de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	57,2	53,6	56,2	57,9	59,5	57,3	58,9	56,2	56,5	60,0	55,4	50,7	47,2	56,0	54,6	53,2	47,7	60,3	55,2	58,1	51,2	58,1	54,2	32,9	nd
<b>Formation, Activité en 2013</b>																									
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat d'apprentissage	9 145	12 586	7 596	7 219	6 651	10 681	13 281	5 494	1 326	5 842	7 931	55 656	9 529	1 971	10 470	12 279	12 351	16 153	7 624	8 605	20 593	26 639	269 622	4 701	142
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation en 2012	2 705	5 261	2 306	2 462	2 462	5 874	2 744	2 161	244	1 345	2 639	33 794	4 054	852	3 332	5 263	8 034	6 822	2 558	1 966	9 930	14 303	121 111	821	2 241
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat Unique d'Insertion - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CUI-CAE) (2)	1 132	1 678	985	1 677	861	1 311	978	778	244	1 230	1 787	5 176	2 081	426	2 393	1 923	4 473	2 184	2 401	1 292	3 318	4 807	43 135	1 250	3 391
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat Unique d'Insertion - Contrat Initiative Emploi (CUI-CIE) (2)	528	584	390	615	288	532	198	247	79	224	451	2 280	676	75	412	604	2 477	528	296	248	361	1 461	13 554	0	4

(1) Indicateurs sociaux départementaux  
(2) Entrées initiales en contrat aidé

Sources: DREES, MEN-DEPP, DSN, INSEE RP, DARES

## Jeunesse

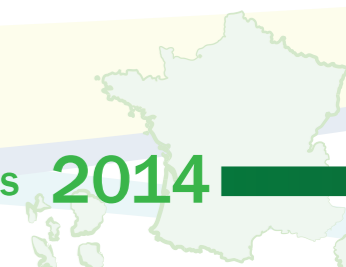
## Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ), Service Civique, Missions locales, PAIO en 2013

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
<b>Fonds d'Aide à la Jeunesse (FAJ)</b>																									
Budget FAJ (en euros)	851 497	1 827 636	937 070	745 715	728 380	2 695 744	1 486 071	451 353	150 000	503 147	1 419 191	2 401 066	1 802 438	371 729	1 015 259	1 338 537	3 859 532	1 937 078	1 106 436	590 255	3 145 743	3 485 353	32 849 231	571 000	nd
Montant des aides individuelles attribuées (en euros)	635 703	1 577 347	552 391	420 360	577 070	2 265 336	890 541	432 632	174 771	474 449	1 200 769	2 913 057	1 329 189	304 740	636 475	1 088 772	2 686 247	1 797 047	711 187	438 920	2 441 333	2 268 244	25 816 581	603 315	nd
Nombre d'aides individuelles attribuées (1)	2 558	6 893	3 717	2 310	4 460	14 613	6 295	2 649	649	3 749	5 373	12 319	6 347	2 982	4 753	4 173	9 484	8 483	3 453	6 765	11 500	14 627	138 152	1 772	nd
Montant moyen de l'aide individuelle attribuée (en euros)	248,5	228,8	148,6	182,0	129,4	155,0	141,5	163,3	269,3	126,6	223,5	236,5	209,4	102,2	133,9	260,9	283,2	211,8	206,0	64,9	212,3	155,1	186,9	340,5	nd
Nombre de bénéficiaires du FAJ	1 517	5 072	2 440	1 823	2 970	8 219	3 140	1 586	404	2 103	2 409	7 947	4 192	136	3 108	3 778	6 114	5 353	1 891	2 461	7 463	7 450	81 576	1 724	nd
<b>Nombre d'entrées de jeunes de 16 à 25 ans dans le dispositif du Service Civique</b>	594	973	234	265	450	743	121	387	56	435	402	2 687	554	301	667	1 001	1 988	959	808	715	1 550	1 633	17 523	891	581
<b>Nombre de jeunes en premier accueil dans les réseaux des missions locales et PAIO</b>	11 486	27 049	10 951	10 506	13 170	24 148	19 118	12 187	2 518	7 866	15 581	89 478	26 741	5 205	15 009	20 342	39 743	25 943	16 559	14 916	47 746	50 673	506 935	12 365	14 443
<b>Taux de recours à une Mission Locale pour 100 jeunes de 16 à 25 ans (2)</b>	4,8	7,0	6,8	6,2	7,2	6,2	6,4	7,2	6,7	5,5	6,4	5,3	8,2	6,0	4,9	5,4	7,1	5,7	6,9	7,2	8,0	6,2	6,2	nd	nd

(1) Le nombre d'aides attribuées dans l'année est différent du nombre de jeunes aidés ; un jeune peut avoir bénéficié de plusieurs aides au cours de la même année

(2) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, enquête FAJ 2013, DARES Parcours 3, DJEPVA, Agence du service civique



Sources : DREES, DJEPVA-MEOS, DRJSCS.

## Pour en savoir plus :

### Les accueils collectifs de mineurs

Le ministère en charge de la jeunesse réglemente et contrôle les activités liées aux accueils collectifs de mineurs (ACM) exercées durant les périodes autres que scolaires (code de l'action sociale et des familles – articles L227-1 à L227-12). A ce titre, il collecte des informations relatives à l'organisation de ces accueils (nombre de mineurs accueillis, durée des séjours, nombre d'animateurs,...).

Les données statistiques sont extraites du Système d'Information des Accueils de Mineurs (SIAM).

Les accueils collectifs de mineurs sans hébergement recensés sont les accueils de loisirs, destinés à des mineurs d'âge scolaire, ainsi que les accueils de jeunes, destinés à des mineurs exclusivement âgés de 14 ans ou plus. Ces accueils se déroulent en dehors du temps scolaire : principalement le mercredi, le samedi, en périscolaire ou encore durant les périodes de congés scolaires (congés scolaires de Toussaint, de Noël, d'hiver, de printemps, au cours du mois de juillet ou au cours du mois d'août).

Le nombre de séjours avec hébergement est estimé à partir des déclarations qui doivent être effectuées dès lors que l'accueil concerne au moins 7 mineurs. Par ailleurs, on distingue les séjours « activité accessoire » liés aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes des autres types de séjours.

Dans le premier cas, il s'agit de séjours organisés dans le cadre habituel des accueils sans hébergement. Les mineurs qui partent en séjours « activité accessoire » font partie de ceux qui fréquentent régulièrement l'accueil de loisirs ou l'accueil de jeunes au cours de l'année. Ces séjours se déroulent à proximité de l'accueil principal et leur durée ne peut excéder cinq jours.

Dans le second cas, les séjours peuvent être liés à une réglementation spécifique (séjours sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles) ou non. La durée de ces séjours n'est pas limitée.

Les séjours dans une famille et les accueils de scoutisme ne sont pas comptabilisés.

### Les modes d'accueil collectif et familial des jeunes enfants

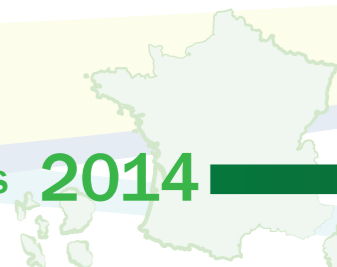
Les établissements et les services d'accueil, outre leur fonction d'accueil, ont pour mission de veiller à la santé, à la sécurité, au bien-être ainsi qu'au développement des enfants qui leur sont confiés (cf. le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans). La création de ces établissements est préalablement soumise à l'autorisation du président du conseil général pour les structures de droit privé, et à son avis pour celles créées par les collectivités publiques.

### Aide complémentaire :

<http://www.jeunes.gouv.fr/>

<http://www.drees.sante.gouv.fr/modes-de-garde-et-d-accueil-des-jeunes-enfants-en-2013,11368.html>

<http://www.drees.sante.gouv.fr/l-offre-d-accueil-des-enfants-de-moins-de-3-ans-en-2012,11355.html>



**Protection de l'enfance - Aide sociale à l'enfance**

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
<b>Protection de l'enfance au 1.01.2014</b>																									
Nombre de places d'accueil mère-enfant	203	211	0	148	157	165	186	51	20	49	75	1 589	358	77	131	206	235	285	161	31	219	328	4 885	30	100
Nombre de places en pouponnières à caractère social	53	0	0	47	31	36	0	0	18	0	69	104	6	12	42	0	66	40	72	0	54	146	796	0	30
Nombre de places en foyers de l'enfance	237	461	175	257	270	482	430	391	0	207	1 034	1 715	713	97	505	390	903	366	246	314	446	594	10 233	378	136
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	1 632	3 032	1 024	799	1 240	1 654	2 065	907	106	1 051	1 382	6 530	2 194	330	1 657	1 879	3 425	2 256	1 309	830	2 572	5 197	43 071	711	335
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	208	1	0	0	0	0	22	0	0	0	0	239	0	0
Lieux de vie et d'accueil	35	270	38	117	124	100	72	0	6	39	129	37	242	125	132	144	4	235	43	313	110	309	2 624	7	0
Villages d'enfants	40	0	0	0	112	0	207	0	0	0	60	307	0	0	101	0	215	46	0	0	129	65	1 282	0	0
Nombre de places ou lits installés pour 1 000 jeunes de moins de 20 ans (1)	4,9	5,4	4,2	3,9	5,2	3,1	4,8	4,2	2,3	4,7	5,9	3,4	5,5	4,2	4,7	3,9	4,5	3,5	3,7	3,7	3,1	4,1	4,1	3,5	nd
<b>Aide sociale à l'enfance au 1.01.2013</b>																									
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	4 120	6 594	2 310	4 276	4 235	7 565	5 708	3 617	285	2 613	4 894	22 948	5 394	1 343	4 681	5 468	16 288	6 267	4 653	3 792	6 729	11 001	134 781	2 777	1 968
Nombre de placements directs par un juge	464	1 380	491	302	505	629	456	310	52	226	470	2 080	577	275	757	628	1 426	820	637	307	1 159	1 614	15 565	653	391
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	1 328	2 884	1 224	2 738	1 491	2 954	3 796	853	229	1 177	2 265	6 843	1 237	522	1 500	3 234	1 076	2 180	1 168	1 267	2 281	5 204	47 451	759	1 109
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	2 666	6 395	2 471	2 731	2 799	5 091	4 129	2 281	363	2 151	3 573	15 729	3 422	1 565	4 585	4 030	13 501	5 286	3 637	2 235	7 401	9 545	105 586	1 767	1 351
Nombre de mesures d'ASE (mesures de placements et actions éducatives) en % des 0-20 ans au 31/12/2012 (1)	1,8	2,2	2,1	2,7	2,3	2,0	2,2	2,1	1,3	2,0	2,3	1,5	1,6	2,3	2,0	1,9	2,8	1,5	1,9	1,8	1,5	1,6	1,9	nd	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, FINES, DRJSCS, INSEE, estimation de population au 01/01/2013

## Accueils collectifs de mineurs sans hébergement

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
Nombre total de structures d'accueils de loisirs (1)	1 012	2 054	708	596	656	1 966	1 445	684	67	762	1 001	5 658	1 271	221	1 570	2 050	2 748	2 159	1 122	1 075	2 058	2 558	33 441	548	518
Nombre total de structures d'accueils de jeunes (2)	0	2	20	26	54	14	22	10	0	8	18	37	15	1	20	49	18	93	17	23	100	95	642	0	0
<b>Ensemble des structures d'accueils de loisirs et d'accueils de jeunes</b>	1 012	2 056	728	622	710	1 980	1 467	694	67	770	1 019	5 695	1 286	222	1 590	2 099	2 766	2 252	1 139	1 098	2 158	2 653	34 083	548	518
<b>Nombre de structures déclarées :</b>																									
le mercredi	435	973	306	361	384	911	669	303	37	365	486	3 832	725	173	569	894	1 004	1 139	437	523	1 185	1 509	17 220	181	130
le samedi	79	180	62	73	96	265	103	41	2	70	93	436	170	18	95	199	350	346	59	146	292	440	3 615	7	12
en périscolaire	551	1 334	389	241	445	777	786	309	28	554	615	3 908	712	94	821	1 254	1 159	1 073	625	631	1 040	1 227	18 573	271	175
au cours des congés scolaires de la Toussaint	389	858	332	359	418	943	679	347	45	378	463	3 360	728	172	564	895	1 203	1 173	467	528	1 190	1 562	17 053	136	81
au cours des congés scolaires de Noël	82	426	191	119	181	599	274	136	16	100	214	2 753	291	84	116	461	697	686	150	244	459	903	9 182	117	206
au cours des congés scolaires d'hiver	416	863	343	364	433	967	677	346	47	384	470	3 308	738	171	589	893	1 270	1 187	482	524	1 209	1 627	17 308	84	105
au cours des congés scolaires de printemps	405	884	331	365	430	962	689	361	43	394	485	3 270	754	172	595	896	1 319	1 176	493	532	1 213	1 600	17 369	164	64
au cours du mois de juillet	477	934	368	402	471	1 039	800	476	45	436	551	3 283	800	169	745	952	1 655	1 255	691	562	1 349	1 751	19 211	296	255
au cours du mois d'août	312	765	243	310	353	870	499	215	29	256	393	2 555	607	145	408	701	1 134	1 033	321	450	972	1 186	13 757	72	42
<b>Nombre de places déclarées :</b>																									
le mercredi	16 126	50 454	12 645	14 626	15 260	43 089	30 868	11 436	1 798	11 645	21 804	254 495	30 783	7 928	18 686	41 820	46 319	47 628	17 621	21 139	61 758	69 708	847 636	9 823	6 322
le samedi	2 953	4 766	1 672	1 853	2 117	6 486	2 513	1 363	95	1 794	2 562	15 195	4 849	423	2 350	5 548	12 908	9 652	1 570	3 006	8 884	12 323	104 882	372	340
en périscolaire	32 359	83 155	26 710	18 741	33 363	56 211	39 631	19 961	1 561	29 465	36 185	260 467	67 491	7 409	46 633	129 746	63 517	76 886	32 928	34 321	68 306	78 297	1 243 343	31 097	8 925
au cours des congés scolaires de la Toussaint	14 934	42 850	13 524	15 533	17 660	43 261	29 765	14 069	2 292	13 883	23 546	206 921	31 027	7 920	20 186	40 008	71 503	51 702	20 585	20 219	65 995	77 993	845 376	7 740	4 582
au cours des congés scolaires de Noël	2 736	18 087	6 588	4 083	6 960	21 457	9 911	4 702	858	3 254	9 420	145 807	11 350	3 077	3 891	17 703	35 631	24 245	6 750	6 876	22 528	38 539	404 453	6 118	13 387
au cours des congés scolaires d'hiver	15 663	41 616	14 457	15 637	18 088	42 681	28 360	14 040	2 261	14 238	23 568	187 844	31 519	7 718	21 379	38 876	72 921	50 303	20 684	19 510	64 151	80 955	826 469	3 724	5 563
au cours des congés scolaires de printemps	14 483	42 552	13 204	15 390	17 707	42 268	27 874	14 504	2 225	14 045	23 941	187 093	31 556	7 546	21 036	38 042	76 595	48 181	21 169	19 402	64 678	77 048	820 539	8 477	3 189
au cours du mois de juillet	23 083	58 462	21 196	25 795	26 229	63 174	49 510	30 874	2 884	20 365	37 644	225 609	43 524	10 069	38 715	51 453	154 416	74 443	47 351	29 052	92 233	109 136	1 235 217	22 387	18 104
au cours du mois d'août	13 211	44 254	12 444	17 012	17 595	46 309	26 594	11 873	1 738	9 908	24 994	154 705	31 817	7 494	20 039	33 952	84 467	51 516	19 403	20 022	59 652	65 517	774 516	3 616	1 954

(1) Les accueils de loisirs s'adressent très majoritairement à des mineurs âgés de moins de 12 ans  
(2) Les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus

Sources : Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports - direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (MVJS-DJEPVA); traitement : mission des études, de l'observation et des statistiques (MEOS) au 23 septembre 2014

Accueils collectifs de mineurs avec hébergement <sup>(1)</sup>

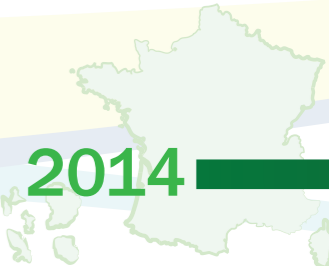
	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
<b>Nombre de séjours "activité accessoire" (2) selon le département de destination - Année 2013-2014 selon le département d'accueil - Estimations au 23.09.2014</b>	318	1 363	629	1 082	583	2 008	1 196	640	1	568	831	1 155	974	339	705	1 049	2 584	2 450	1 675	1 046	1 065	2 140	<b>24 401</b>	16	81
Dont nombre de séjours de cinq jours (2)	40	267	155	362	166	635	173	147	0	102	202	233	242	64	145	243	401	922	264	313	233	603	<b>5 912</b>	0	9
<b>Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils (3)</b>	6 093	21 258	10 095	17 658	9 601	31 975	20 838	11 836	25	9 498	14 984	18 166	16 563	5 854	13 722	16 426	57 113	41 697	31 173	16 332	17 596	32 966	<b>421 469</b>	457	1 805
Dont nombre de mineurs âgés de moins de 6 ans	572	2 558	722	1 951	1 006	2 963	2 123	1 177	0	1 106	1 727	3 243	1 110	734	1 170	1 275	5 635	4 359	4 460	1 545	702	2 475	<b>42 613</b>	45	19
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 11 ans	3 756	12 405	6 154	11 284	6 330	20 561	14 850	7 366	17	5 687	10 168	11 111	9 172	3 867	8 490	10 224	34 954	27 928	19 854	9 935	10 105	20 018	<b>264 236</b>	280	744
Dont nombre de mineurs âgés de 12 à 17 ans	1 765	6 295	3 219	4 423	2 265	8 451	3 865	3 293	8	2 705	3 089	3 812	6 281	1 253	4 062	4 927	16 524	9 410	6 859	4 852	6 789	10 473	<b>114 620</b>	132	1 042
<b>Nombre de séjours autres que les séjours "activité accessoire" (2) selon le département de destination - Année 2013-2014 selon le département d'accueil - Estimations au 23.09.2014</b>	520	2 720	1 203	964	892	2 178	943	475	692	987	724	1 367	2 571	512	771	2 691	379	2 091	492	1 373	3 393	5 774	<b>33 712</b>	79	228
Dont nombre de séjours d'au moins cinq jours	379	2 403	1 064	839	759	1 850	788	377	668	848	617	918	2 306	450	628	2 259	303	1 763	340	1 067	3 050	5 320	<b>28 996</b>	71	183
<b>Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils (3)</b>	16 280	94 375	47 079	26 487	40 859	70 006	27 864	12 889	21 715	31 194	22 715	39 568	72 532	19 086	25 378	81 655	10 637	66 163	13 671	41 481	117 848	213 683	<b>1 113 165</b>	2 545	5 615
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	257	842	843	1 018	3 280	1 035	1 233	743	20	489	1 196	3 129	602	145	887	1 727	292	1 841	967	546	916	3 241	<b>25 249</b>	0	8
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 6 à 11 ans	7 740	34 966	22 100	12 863	24 038	32 304	13 854	5 755	2 741	15 388	10 863	16 631	28 568	9 794	12 876	37 198	4 833	33 829	5 407	18 683	50 118	96 382	<b>496 931</b>	800	1 871
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 12 à 17 ans	8 283	58 567	24 136	12 606	13 541	36 667	12 777	6 391	18 954	15 317	10 656	19 808	43 362	9 147	11 615	42 730	5 512	30 493	7 297	22 252	66 814	114 060	<b>590 985</b>	1 745	3 736
<b>Nombre total d'accueils collectifs de mineurs avec hébergement selon le département de destination - Année 2013-2014 selon le département d'accueil - Estimations au 23.09.2014</b>	838	4 083	1 832	2 046	1 475	4 186	2 139	1 115	693	1 555	1 555	2 522	3 545	851	1 476	3 740	2 963	4 541	2 167	2 419	4 458	7 914	<b>58 113</b>	95	309
Dont séjours d'au moins cinq jours	419	2 670	1 219	1 201	925	2 485	961	524	668	950	819	1 151	2 548	514	773	2 502	704	2 685	604	1 380	3 283	5 923	<b>34 908</b>	71	192
<b>Effectifs de départs de mineurs au sein de l'ensemble de ces accueils - Année 2013-2014 selon le département d'accueil - Estimations au 23.09.2014 (3)</b>	22 373	115 633	57 174	44 145	50 460	101 981	48 702	24 725	21 740	40 692	37 699	57 734	89 095	24 940	39 100	98 081	67 750	107 860	44 844	57 813	135 444	246 649	<b>1 534 634</b>	3 002	7 420
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	829	3 400	1 565	2 969	4 286	3 998	3 356	1 920	20	1 595	2 923	6 372	1 712	879	2 057	3 002	5 927	6 200	5 427	2 091	1 618	5 716	<b>67 862</b>	45	27
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 6 à 11 ans	11 496	47 371	28 254	24 147	30 368	52 865	28 704	13 121	2 758	21 075	21 031	27 742	37 740	13 661	21 366	47 422	39 787	61 757	25 261	28 618	60 223	116 400	<b>761 167</b>	1 080	2 615
Dont nombre de départs de mineurs âgés de 12 à 17 ans	10 048	64 862	27 355	17 029	15 806	45 118	16 642	9 684	18 962	18 022	13 745	23 620	49 643	10 400	15 677	47 657	22 036	39 903	14 156	27 104	73 603	124 533	<b>705 605</b>	1 877	4 778

(1) Les séjours comptabilisés sont ceux organisés hors du temps scolaire. Par ailleurs, les séjours dans une famille et les séjours organisés dans le cadre des accueils de scoutisme ne font pas partie du champ

(2) Les séjours «activité accessoire» sont organisés dans le cadre des accueils de loisirs ou des accueils de jeunes dont l'activité se déroule habituellement sans hébergement. La durée de ces séjours ne peut dépasser cinq jours

(3) Un mineur est comptabilisé autant de fois que de séjours auxquels il participe

Sources : Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports - direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (MVJS-DJEPVA); traitement : mission des études, de l'observation et des statistiques (MEOS)



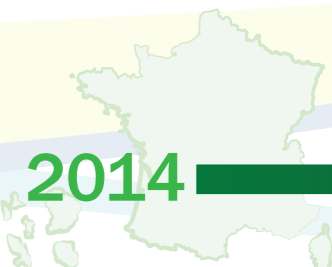
## Accueil des enfants d'âge pré-scolaire

### Places agréées par la PMI au 31.12.2012 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
<b>Accueil collectif</b>																									
Crèches collectives (y compris parentales)	1 572	861	879	1 205	1 171	1 727	1 255	2 194	82	1 058	1 394	53 657	830	91	882	2 937	3 135	3 451	235	441	77	2 259	<b>81 393</b>	4 541	nd
Haltes garderies	847	543	264	483	793	1 677	1 342	430	0	347	781	7 203	213	26	755	1 207	3 375	1 811	671	557	732	1 809	<b>25 866</b>	65	nd
Jardins d'enfants	1 244	82	109	0	12	144	140	0	22	0	60	3 508	137	0	0	246	329	28	67	14	1 243	821	<b>8 206</b>	1 028	nd
Jardins d'éveil	0	12	0	0	24	0	24	0	0	24	0	0	63	0	0	172	48	0	0	0	44	0	<b>411</b>	23	nd
Multi-accueil	6 443	12 428	3 139	1 922	3 970	6 283	6 121	2 970	1 417	2 547	4 303	47 485	12 195	2 373	6 142	11 531	7 146	7 911	3 535	4 467	32 335	31 358	<b>218 021</b>	1 289	nd
<b>Taux d'équipement en accueil collectif (1)</b>																									
pour 1 000 enfants nés au cours des 3 dernières années	133,9	133,6	103,4	73,8	113,7	87,7	96,5	118,4	164,9	93,7	90,5	197,7	145,0	118,2	99,2	163,5	81,4	97,0	59,5	98,4	185,9	143,1	<b>136,8</b>	121,4	nd
<b>Accueil familial</b>																									
Places	1 810	3 188	813	826	785	1 366	2 117	522	43	606	627	22 184	1 454	540	886	2 724	2 030	1 417	1 511	757	3 208	3 800	<b>53 214</b>	98	nd
Enfants inscrits	2 793	4 484	1 129	975	993	1 824	2 700	824	63	813	655	31 460	2 060	744	1 394	3 898	2 769	2 042	1 924	1 098	4 575	5 468	<b>74 683</b>	120	nd
<b>Personnes salariées employées par des particuliers (2ème trimestre 2012)</b>																									
Assistantes maternelles	9 957	14 253	7 270	9 833	9 729	20 373	16 098	7 030	439	8 759	12 059	38 421	8 451	3 182	13 531	12 143	21 146	29 751	12 044	10 054	12 685	37 018	<b>314 226</b>	nd	nd
Garde d'enfants à domicile	1 022	2 916	1 018	1 076	880	3 213	1 846	761	72	587	1 453	40 628	1 563	444	1 118	2 775	3 259	4 347	1 235	1 180	3 474	7 949	<b>82 816</b>	nd	nd

(1) les places en jardins d'enfants (3-6 ans) ne sont pas incluses dans le taux

Sources : DREES - Statistiques départementales des conseils généraux - IRCEM





Sources : DREES, MVJS-DJEPVA-Direction des Sports, MESR

## Pour en savoir plus :

### Formation aux professions de santé et aux professions sociales

Ces enquêtes réalisées annuellement ont pour objectif principal de dénombrer et d'identifier les établissements de formation et de recueillir des informations sur le nombre et les caractéristiques des étudiants ou élèves en formation (sexe, âge, niveau de formation générale, modes de prise en charge financière, redoublements, etc).

### Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport

Le ministère en charge des sports met en place des formations et délivrent des diplômes d'État qui couvrent l'ensemble des secteurs de l'animation sportive et socioculturelle. Ces diplômes permettent aux animateurs et aux éducateurs d'exercer leur activité contre rémunération (code du sport – article L2121) et d'encadrer des jeunes ou des adultes en tant que :

- **Assistant animateur**, avec un BAPAAT, brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien, diplôme de niveau V
- **Animateur**, avec un BPJEPS socioculturel, brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau IV
- **Éducateur sportif**, avec un BEES I, brevet d'Etat d'éducateur sportif, diplôme de niveau IV, ou un BPJEPS sport
- **Cadre dans le sport ou le secteur socioculturel**, avec un DEJEPS, diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau III, ou un DESJEPS, diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau II

Par ailleurs, deux autres diplômes permettent d'encadrer et d'animer dans les structures d'accueils collectifs de mineurs (ACM) en tant que :

- **Animateur**, avec un BAFA, brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur
- **Directeur**, avec un BAFD, brevet d'aptitude aux fonctions de directeur

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche délivre également des diplômes dans le champ du sport et de l'animation :

- **DUT carrières sociales** (option animation sociale et socioculturelle), diplôme de niveau III
- **STAPS**, sciences et techniques des activités physiques et sportives, diplômes le plus souvent de niveaux II et I

### Aide complémentaire :

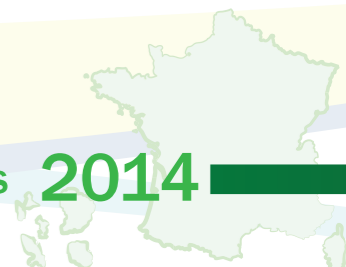
<http://www.sports.gouv.fr/>

<http://www.res.sports.gouv.fr/>

<http://www.drees.sante.gouv.fr/l-enquete-annuelle-sur-les-ecoles-de-formation-aux,6552.html>

<http://www.drees.sante.gouv.fr/la-formation-aux-professions-sociales-en-2013,11392.html>

<http://www.drees.sante.gouv.fr/l-enquete-annuelle-sur-les-ecoles-de-formation-aux,6566.html>

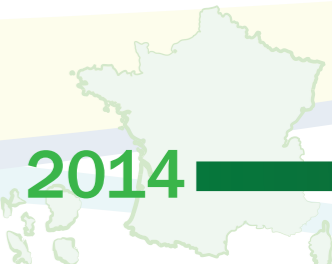


Sports  
Fédérations sportives

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
<b>Fédérations sportives (juillet 2014)</b>																									
<b>Clubs (données de l'année 2013 estimées au 12 septembre 2014) (1)</b>																									
Fédérations unisport olympiques	2 244	3 785	1 914	1 792	1 903	4 072	3 310	1 621	468	1 404	1 926	7 680	2 737	1 065	2 606	3 480	3 495	4 559	2 151	2 312	4 247	6 136	64 907	1 118	834
Fédérations unisport non olympiques	1 010	2 880	1 210	789	1 238	1 803	1 706	718	266	825	1 015	5 239	2 511	592	1 371	3 034	1 677	1 885	1 019	1 290	3 739	5 029	40 846	520	616
Fédérations multisports	1 416	3 055	1 722	1 177	1 386	3 275	2 736	1 276	178	1 018	1 116	6 281	2 424	1 214	2 083	3 081	3 070	3 511	1 667	1 843	3 527	5 629	52 685	529	438
<b>Total clubs affiliés à une fédération</b>	<b>4 670</b>	<b>9 720</b>	<b>4 846</b>	<b>3 758</b>	<b>4 527</b>	<b>9 150</b>	<b>7 752</b>	<b>3 615</b>	<b>912</b>	<b>3 247</b>	<b>4 057</b>	<b>19 200</b>	<b>7 672</b>	<b>2 871</b>	<b>6 060</b>	<b>9 595</b>	<b>8 242</b>	<b>9 955</b>	<b>4 837</b>	<b>5 445</b>	<b>11 513</b>	<b>16 794</b>	<b>158 438</b>	<b>2 167</b>	<b>1 888</b>
<b>Licences (données de l'année 2013 estimées au 12 septembre 2014) (1)</b>																									
Fédérations unisport olympiques	277 859	468 113	184 192	195 763	194 433	473 821	351 705	154 766	38 597	147 139	245 092	1 384 070	325 956	96 839	291 892	405 601	461 090	552 946	241 216	246 672	610 361	890 081	8 391 535	101 237	86 410
Part des licences féminines	31,7	30,7	30,8	30,9	31,3	28,4	31,0	31,1	29,4	30,3	31,8	30,6	30,4	29,9	30,8	29,8	27,5	28,6	30,6	30,9	31,5	31,1	30,2	30,4	28,6
Fédérations unisport non olympiques	47 020	135 399	46 634	35 382	51 864	97 191	78 838	30 075	8 880	33 336	49 518	303 377	116 422	20 746	63 137	136 377	78 861	96 712	44 835	58 148	199 472	233 625	2 057 638	19 376	23 519
Part des licences féminines	29,7	30,5	25,8	27,4	31,3	34,3	32,9	27,1	20,2	26,9	35,0	31,5	29,1	28,1	32,3	27,8	29,6	30,0	30,5	31,9	29,7	28,3	29,8	31,9	31,8
Fédérations multisports	118 406	225 403	110 843	102 583	96 688	339 058	185 041	86 026	15 017	70 146	81 896	645 802	150 743	52 742	144 497	185 887	294 027	377 867	118 247	105 080	295 195	579 350	5 062 189	38 837	57 179
Dont Fédération Handisport	615	1 237	467	260	1 363	1 241	817	529	22	524	247	3 535	1 118	297	1 648	1 363	1 724	1 283	1 048	679	2 071	3 348	25 734	191	291
Dont Fédération du sport adapté	979	4 067	1 660	522	957	2 037	1 181	793	50	892	1 526	2 303	2 962	882	452	3 587	2 320	2 619	854	1 831	2 955	4 579	40 736	191	286
Part des licences féminines	51,8	55,8	56,4	59,2	53,9	53,8	61,6	56,0	43,1	56,1	56,5	49,3	53,6	54,7	54,4	51,8	51,2	56,2	58,0	57,5	46,1	53,8	53,3	44,3	43,4
<b>Total des licences sportives délivrées</b>	<b>443 285</b>	<b>828 915</b>	<b>341 669</b>	<b>333 728</b>	<b>342 985</b>	<b>910 070</b>	<b>615 584</b>	<b>270 867</b>	<b>62 494</b>	<b>250 621</b>	<b>376 506</b>	<b>2 333 249</b>	<b>593 121</b>	<b>170 327</b>	<b>499 526</b>	<b>727 865</b>	<b>833 978</b>	<b>1 027 525</b>	<b>404 298</b>	<b>409 900</b>	<b>1 105 028</b>	<b>1 703 056</b>	<b>15 511 362</b>	<b>159 450</b>	<b>167 108</b>
Part des licences féminines	36,5	35,9	36,1	37,5	36,7	37,2	37,5	37,2	30,5	36,3	37,2	35,5	35,3	35,5	36,9	34,5	34,1	37,0	37,5	37,2	34,8	37,2	36,2	33,4	32,7
Taux de licences sportives pour 100 habitants	23,8	25,1	25,2	22,6	20,9	27,9	23,9	20,3	19,4	21,3	20,4	19,5	21,7	23,0	21,3	24,7	20,6	28,1	21,0	22,9	22,4	26,6	24,4	15,3	nd
<b>Encadrement du sport fédéral (données au 1er septembre 2014) (2)</b>																									
Nombre de Conseillers techniques affectés dans les services déconcentrés (H/F)	33	79	22	21	30	50	36	16	5	16	15	357	49	19	33	66	34	40	17	28	86	138	1 190	20	nd
Hommes	28	65	19	18	22	36	27	13	4	15	13	273	37	15	26	48	30	38	15	26	70	121	959	17	nd
Femmes	5	14	3	3	8	14	9	3	1	1	2	84	12	4	7	18	4	2	2	2	16	17	231	3	nd

(1) Totaux régionaux y compris les non répartis par département / Total France métropolitaine y compris les non répartis par département et par région  
(2) Il s'agit de l'ensemble des conseillers techniques régionaux et nationaux affectés en région

Sources : DJEPVA-MEOS (recensement annuel des licences et clubs au sein des fédérations sportives agréées), Direction des Sports

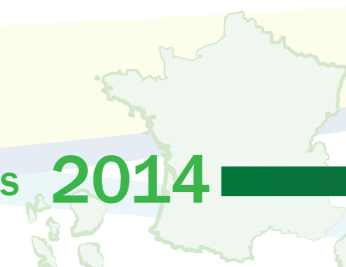


## Sports

## Équipements sportifs, Sports de haut niveau, Pôles sportifs

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien
<b>Équipements sportifs (hors sports de nature) (données au 28 octobre 2014)</b>																									
<b>Ensemble des équipements hors sports de nature</b>	7 299	15 586	7 019	6 965	8 192	15 658	13 195	7 204	1 015	5 979	7 906	27 465	12 411	3 857	13 261	14 637	12 770	18 750	10 850	9 517	15 402	24 450	<b>259 388</b>	2 659	2 582
Terrains de grands jeux (foot, rugby..)	1 412	2 455	1 380	1 315	1 571	3 025	2 270	1 473	194	1 160	1 404	3 123	1 576	731	2 260	2 630	2 622	3 200	1 908	1 773	1 615	3 620	<b>42 717</b>	533	381
Courts de tennis	1 238	2 725	1 046	1 182	1 258	1 724	1 868	980	238	706	1 088	5 680	2 174	563	1 560	2 420	1 350	2 255	1 222	1 662	3 081	4 502	<b>40 522</b>	260	204
Bassins de natation	143	394	191	131	236	258	318	97	34	145	139	713	283	86	197	482	236	426	152	270	501	715	<b>6 147</b>	71	89
Boulodromes	427	1 277	788	828	672	2 265	1 715	915	nd	844	1 017	1 288	1 402	448	1 343	1 670	1 405	2 757	1 901	994	1 214	2 847	<b>28 026</b>	161	201
Taux d'équipement en équipements sportifs (hors sports de nature) pour 100 habitants	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,5	0,4	0,2	0,5	0,5	0,6	0,5	0,3	0,5	0,6	0,5	0,3	0,4	<b>0,4</b>	0,3	nd
<b>Sportifs en lien avec le sport de haut niveau (données au 1er novembre 2014)</b>																									
Nombre de sportifs en catégorie Élite	19	46	7	9	3	35	20	6	1	23	14	168	41	1	23	33	30	24	10	15	85	112	<b>725</b>	3	10
Nombre de sportifs en catégorie Senior	59	167	28	19	40	87	60	25	4	27	70	518	137	11	61	99	109	84	46	46	203	320	<b>2 220</b>	9	25
Nombre de sportifs en catégorie Jeune	99	222	60	51	81	121	78	52	6	54	78	583	181	29	102	197	169	122	65	73	349	420	<b>3 192</b>	45	38
Nombre de sportifs en catégorie Reconversion	5	7	0	0	1	2	1	1	0	7	4	38	4	0	5	2	3	5	4	2	13	31	<b>135</b>	2	5
<b>Nombre total de sportifs de haut niveau</b>	<b>182</b>	<b>442</b>	<b>95</b>	<b>79</b>	<b>125</b>	<b>245</b>	<b>159</b>	<b>84</b>	<b>11</b>	<b>111</b>	<b>166</b>	<b>1 307</b>	<b>363</b>	<b>41</b>	<b>191</b>	<b>331</b>	<b>311</b>	<b>235</b>	<b>125</b>	<b>136</b>	<b>650</b>	<b>883</b>	<b>6 272</b>	<b>59</b>	<b>78</b>
Nombre de sportifs en catégorie Espoir	259	486	153	124	204	385	246	130	50	178	171	827	341	107	238	347	317	338	211	176	664	904	<b>6 856</b>	234	161
Nombre de sportifs en catégorie Partenaires d'entraînement	6	17	5	1	1	9	6	6	0	9	11	62	17	2	4	25	20	8	10	6	33	24	<b>282</b>	8	3
<b>Pôles sportifs labellisés et structures associées (données au 1er novembre 2014)</b>																									
Nombre de pôles France	0	4	0	0	1	4	0	2	0	1	1	27	6	0	3	8	1	3	0	3	11	10	<b>85</b>	0	1
Nombre de pôles France Jeune	3	8	2	0	2	0	4	1	0	0	0	4	2	0	1	2	3	4	1	1	8	0	<b>46</b>	1	0
Nombre de structures associées	1	1	0	2	1	0	0	1	0	1	2	2	2	0	0	2	0	0	3	0	0	5	<b>23</b>	0	2
Nombre de pôles espoirs	11	15	9	4	12	15	15	8	2	7	8	27	19	6	12	14	14	16	9	8	24	21	<b>276</b>	14	8
Nombre total des pôles sportifs labellisés et de structures associées	15	28	11	6	16	19	19	12	2	9	11	60	29	6	16	26	18	23	13	12	43	36	<b>430</b>	15	11

Source : Direction des Sports

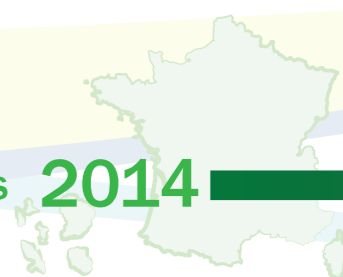


## Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation aux professions sociales (nombre de diplômes délivrés en 2013 - y compris Validation des Acquis d'Expérience partielle)

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien	
<b>Diplômes de niveau V</b>																										
Aides médico-psychologiques	166	445	223	154	90	343	200	121	32	168	136	1 142	297	63	175	239	533	488	184	234	558	813	6804	78	63	
Auxiliaires de vie sociale	131	171	125	46	72	261	68	136	33	48	63	286	171	20	69	137	333	110	268	45	274	348	3215	137	22	
Assistants familiaux	62	111	31	52	55	89	67	74	0	32	23	184	76	16	43	83	285	64	11	93	43	140	1634	0	0	
<b>Diplômes de niveau IV</b>																										
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	10	38	12	1	15	24	10	8	0	4	16	79	21	8	11	7	42	18	10	17	21	48	420	14	1	
Moniteurs éducateurs	53	178	38	39	51	154	117	57	18	30	79	421	204	36	119	83	255	84	50	54	223	323	2666	35	52	
<b>Diplômes de niveau III</b>																										
Assistants de service social	56	105	52	73	48	138	71	40	0	35	41	508	49	36	78	104	227	119	60	36	187	251	2314	13	29	
Éducateurs spécialisés	106	238	102	64	83	224	191	101	0	59	142	969	185	49	185	212	453	178	120	55	248	410	4374	45	59	
Éducateurs de jeunes enfants	71	31	20	0	36	30	51	22	0	27	27	514	39	31	61	83	93	92	17	24	83	107	1459	42	32	
Éducateurs techniques spécialisés	9	13	8	8	15	27	24	13	0	7	13	1	7	5	10	9	16	9	10	6	11	20	241	0	0	
Conseillers en économie sociale & familiale	36	60	25	15	36	73	59	28	0	26	38	142	62	47	49	110	78	128	10	29	78	127	1256	1	2	
<b>Diplômes de niveau II</b>																										
Médiateur familial	6	3	0	0	0	3	0	1	0	8	0	17	8	0	4	11	12	5	0	8	10	13	109	0	2	
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)	36	72	2	19	30	66	35	19	3	23	40	293	50	17	32	36	76	40	14	29	123	114	1169	16	20	
<b>Diplômes de niveau I</b>																										
Diplôme supérieur en travail social / Ingénierie sociale (DEIS)	7	7	2	4	9	8	13	0	0	5	0	33	9	15	7	0	7	13	10	0	16	12	177	0	3	
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale (CAFDES)	13	11	0	0	22	11	14	3	0	22	17	46	20	0	14	20	15	11	6	0	16	22	283	0	8	

Source : DREES - Enquête écoles de formation

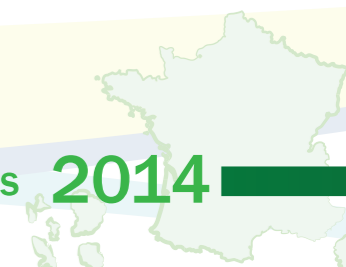


## Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation aux professions de santé (nombre de diplômes délivrés en 2013 - y compris Validation des Acquis d'Expérience partielle)

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien	
<b>Diplômes de niveau V</b>																										
Aides soignants	642	1 245	551	711	594	1 276	951	540	92	432	553	3 317	815	367	927	840	1 155	1 283	618	612	2 162	2 613	22296	135	102	
Ambulanciers	92	107	56	41	95	292	53	72	44	42	55	521	135	45	138	156	175	125	129	107	276	291	3047	39	39	
Auxiliaires de puériculture	122	132	28	47	45	124	83	124	0	58	71	1 892	80	43	133	111	124	78	55	57	549	683	4639	86	48	
<b>Diplômes de niveau IV</b>																										
Préparateur en pharmacie	0	31	0	0	0	0	45	0	0	0	0	0	41	0	67	0	50	0	0	0	52	59	345	0	0	
<b>Diplômes de niveau III</b>																										
Masseurs kinésithérapeutes	81	77	70	45	64	89	55	41	0	53	45	502	84	61	72	60	248	91	33	28	179	202	2180	20	20	
Manipulateurs en électroradiologie	0	44	30	24	0	28	39	26	0	0	0	118	41	0	46	47	0	29	26	23	44	75	640	0	0	
Ergothérapeutes	0	39	0	40	0	67	0	0	0	0	0	100	76	0	52	0	95	0	0	0	0	27	496	0	0	
Psychomotriciens	0	58	0	0	0	0	0	0	0	0	0	355	0	0	0	52	70	0	0	0	108	52	695	0	0	
Pédicures-podologues	0	29	0	0	0	38	0	0	0	0	0	310	0	0	0	29	59	34	0	0	35	0	534	0	0	
Techniciens en analyses biomédicales	0	0	0	0	0	0	18	0	0	0	0	33	0	0	0	0	0	0	18	0	0	42	111	0	0	
<b>Diplômes de niveau II</b>																										
Infirmiers diplômés d'État	790	1 240	518	612	699	1 070	998	516	88	512	737	4 801	884	415	1 221	933	1 875	1 019	904	679	2 074	2 673	25258	199	246	
Sages femmes	28	29	29	25	19	52	28	16	0	25	27	128	64	20	50	33	66	51	31	22	45	97	885	21	8	
<b>Formations complémentaires (nombre de diplômes délivrés)</b>																										
Infirmiers de bloc opératoire	6	20	15	11	0	17	0	14	0	11	7	43	15	10	9	15	15	14	11	0	16	19	268	0	0	
Infirmiers anesthésistes	20	26	16	12	10	26	10	5	0	15	13	77	19	10	14	16	27	20	10	12	47	44	449	13	12	
Puéricultrices	45	40	21	23	42	31	36	18	0	16	16	222	58	0	45	57	71	57	20	0	77	114	1009	23	18	
Cadres de santé	27	102	18	40	32	69	34	15	0	24	39	336	37	25	86	39	134	66	73	31	142	210	1579	0	0	

Source : DREES - Enquête écoles de formation

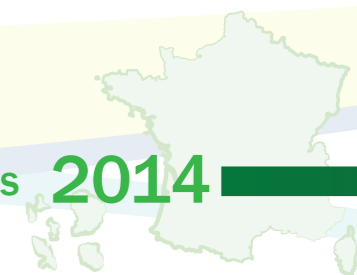


## Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport (nombre de diplômes délivrés en 2013)

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien	
<b>Diplômes non professionnels</b>																										
Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA)	1 406	2 361	978	939	1 046	2 597	1 787	927	109	883	1 366	9 227	2 965	377	1 480	2 159	4 752	3 104	1 428	1 020	3 464	4 476	48 851	903	513	
Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD)	70	82	42	41	67	117	80	40	3	25	48	352	59	12	85	99	111	133	43	53	96	141	1 799	50	25	
<b>Diplômes de niveau V</b>																										
Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien (BAPAAT)	16	14	8	0	25	90	0	0	0	33	56	47	43	0	0	54	27	0	24	18	133	63	651	12	0	
<b>Diplômes de niveau IV</b>																										
Brevet d'État. Alpinisme, accompagnateur de moyenne montagne	0	0	11	0	0	0	0	0	13	5	0	0	10	0	14	0	0	0	0	0	49	99	201	0	0	
Brevet d'État d'Éducateur Sportif (BEES) 1 <sup>o</sup> degré	1	22	35	22	16	144	38	29	25	49	29	148	98	1	0	0	61	48	1	72	81	121	1 041	14	0	
Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BP JEPS)	160	672	361	210	215	548	231	139	21	251	241	1 626	644	83	217	484	461	747	151	255	1 214	832	9 763	129	75	
<b>Diplômes de niveau III</b>																										
Diplôme d'État de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DE JEPS)	136	191	138	51	82	226	112	45	31	111	108	928	307	42	99	321	254	354	97	109	587	536	4 865	49	79	
Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) Carrière sociale option Animation sociale et socioculturelle	0	124	0	0	0	81	88	41	0	40	46	161	0	0	0	51	60	0	0	0	27	23	742	0	0	
Diplôme d'État des Métiers de la Montagne (DEMM) : moniteur national de ski alpin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	9	229	240	0	0	
<b>Diplômes de niveau II</b>																										
Brevet d'État. Alpinisme, guide de haute montagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38	38	0	0	
Brevet d'État d'Éducateur Sportif (BEES) 2 <sup>o</sup> degré	0	2	1	0	1	1	2	0	1	3	1	83	1	2	0	0	4	16	0	0	1	33	152	0	0	
(DES JEPS) Diplôme d'État Supérieur de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport	6	7	16	5	5	5	4	6	3	15	23	141	18	3	11	12	25	46	2	14	53	23	443	0	3	
<b>Autres diplômes</b>																										
Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS)	250	431	267	203	410	541	226	186	16	210	171	1 209	606	81	197	502	784	432	172	309	619	1 232	9 054	31	65	
Diplôme d'État relatif aux Fonctions d'Animation (DEFA)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	3	1	0	0	6	0	14	0	0	

Sources : MESR (diplômes STAPS et DUT Animation), MSJEPVA (autres diplômes du secteur «jeunesse et sports»)



## Activité, Emploi associatif et Sport

### Nombre d'établissements et de salariés

	Alsace	Aquitaine	Auvergne	Basse-Normandie	Bourgogne	Bretagne	Centre	Champagne-Ardenne	Corse	Franche-Comté	Haute-Normandie	Île de France	Languedoc-Roussillon	Limousin	Lorraine	Midi-Pyrénées	Nord-Pas-de-Calais	Pays de la Loire	Picardie	Poitou-Charentes	Prov. Alpes Côte d'Azur	Rhône-Alpes	FRANCE métropolitaine	Antilles-Guyane	Océan Indien	
<b>Nombre d'établissements associatifs employeurs en 2012</b>	<b>4 277</b>	<b>10 152</b>	<b>4 307</b>	<b>4 423</b>	<b>4 833</b>	<b>10 829</b>	<b>7 607</b>	<b>3 525</b>	<b>943</b>	<b>3 266</b>	<b>4 444</b>	<b>30 351</b>	<b>9 021</b>	<b>2 228</b>	<b>5 188</b>	<b>9 815</b>	<b>8 932</b>	<b>13 055</b>	<b>4 506</b>	<b>5 509</b>	<b>14 369</b>	<b>19 972</b>	<b>181 552</b>	<b>2 365</b>	<b>nd</b>	
dont action sociale	907	1 910	851	743	924	1 416	1 235	810	191	654	790	4 267	1 282	457	1 272	1 653	2 028	2 089	789	950	2 307	3 457	30 982	541	nd	
dont enseignement	807	1 124	442	467	387	1 893	714	268	62	305	395	2 837	822	145	593	986	1 152	2 224	400	495	1 348	2 155	20 021	226	nd	
dont santé humaine	137	167	87	75	126	222	139	77	14	111	93	572	147	61	124	153	225	264	112	98	265	453	3 722	55	nd	
dont arts, spectacles et activités récréatives	712	3 550	1 306	1 319	1 402	3 304	2 519	960	276	953	1 553	9 634	3 089	635	1 334	3 053	2 616	3 915	1 576	1 889	4 373	6 467	56 435	377	nd	
dont autres établissements associatifs	1 714	3 401	1 621	1 819	1 994	3 994	3 000	1 410	400	1 243	1 613	13 041	3 681	930	1 865	3 970	2 911	4 563	1 629	2 077	6 076	7 440	70 392	1 166	nd	
<b>Nombre de salariés dans les établissements associatifs en 2012</b>	<b>47 939</b>	<b>90 563</b>	<b>41 692</b>	<b>45 621</b>	<b>41 318</b>	<b>105 946</b>	<b>61 083</b>	<b>34 866</b>	<b>6 916</b>	<b>35 005</b>	<b>43 254</b>	<b>304 088</b>	<b>74 862</b>	<b>19 261</b>	<b>66 470</b>	<b>89 002</b>	<b>125 114</b>	<b>123 658</b>	<b>45 636</b>	<b>46 949</b>	<b>132 453</b>	<b>189 051</b>	<b>1 770 747</b>	<b>23 878</b>	<b>nd</b>	
dont action sociale	27 765	48 159	21 615	24 399	22 731	43 469	32 567	18 984	4 335	18 434	22 737	110 117	38 627	10 603	36 422	49 478	66 250	54 092	21 798	24 675	58 074	89 324	844 655	9 398	nd	
dont enseignement	5 097	13 668	6 382	8 183	6 225	30 808	9 492	5 420	582	4 867	7 938	57 376	10 167	2 482	7 949	12 264	27 237	34 197	8 356	6 999	18 865	36 998	321 552	3 611	nd	
dont santé humaine	3 403	5 564	3 661	2 122	2 332	6 384	2 500	1 754	175	2 525	1 662	29 337	4 676	1 352	7 804	5 042	7 181	5 870	3 706	1 550	11 546	14 283	124 429	1 355	nd	
dont arts, spectacles et activités récréatives	1 661	6 562	1 815	2 326	2 042	4 610	3 397	1 378	461	1 816	2 790	28 480	4 587	1 064	2 756	4 673	4 608	5 548	2 492	2 928	8 978	11 339	106 311	1 307	nd	
dont autres établissements associatifs	10 013	16 610	8 219	8 591	7 988	20 675	13 127	7 330	1 363	7 363	8 127	78 778	16 805	3 760	11 539	17 545	19 838	23 951	9 284	10 797	34 990	37 107	373 800	8 207	nd	
<b>Part de l'emploi associatif en ETP dans l'emploi total en %</b>	<b>8,2</b>	<b>9,4</b>	<b>10,9</b>	<b>10,8</b>	<b>8,6</b>	<b>11,3</b>	<b>8,3</b>	<b>9,0</b>	<b>7,3</b>	<b>10,7</b>	<b>8,0</b>	<b>5,6</b>	<b>10,7</b>	<b>9,4</b>	<b>10,7</b>	<b>10,2</b>	<b>10,7</b>	<b>11,0</b>	<b>9,1</b>	<b>9,3</b>	<b>9,0</b>	<b>9,4</b>	<b>8,5</b>	<b>9,4</b>	<b>nd</b>	
<b>Salariés du secteur privé dans diverses activités associées au sport au 31 décembre 2013</b>																										
<b>Nombre de postes salariés du secteur privé dans le secteur sportif au 31 décembre 2013 (1)</b>	<b>2 292</b>	<b>6 970</b>	<b>1 959</b>	<b>2 364</b>	<b>2 337</b>	<b>5 999</b>	<b>4 154</b>	<b>1 538</b>	<b>761</b>	<b>1 787</b>	<b>3 234</b>	<b>28 033</b>	<b>4 747</b>	<b>993</b>	<b>2 615</b>	<b>4 764</b>	<b>5 478</b>	<b>6 578</b>	<b>2 989</b>	<b>2 399</b>	<b>9 250</b>	<b>12 909</b>	<b>114 150</b>	<b>936</b>	<b>nd</b>	
dont gestion d'installations sportives	344	1 205	271	413	243	984	519	250	89	200	561	5 087	559	127	486	452	1 181	987	780	294	1 487	2 326	18 845	196	nd	
dont activités de clubs de sport	452	4 428	1 440	1 687	1 704	4 171	3 043	995	576	1 050	2 356	18 119	3 431	751	1 714	3 509	3 724	4 991	1 779	1 787	5 890	8 091	75 688	530	nd	
dont activités des centres de culture physique	81	315	36	83	66	183	107	40	26	131	151	1 163	242	48	71	264	193	207	117	83	377	432	4 416	38	nd	
dont autres activités liées au sport	404	252	59	89	133	244	178	61	35	338	55	2 181	239	18	72	174	214	170	21	59	590	1 329	6 915	121	nd	
dont enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs (2)	1 011	770	153	92	191	417	307	192	35	68	111	1 483	276	49	272	365	166	223	292	176	906	731	8 286	51	nd	
<b>Nombre de salariés dans les principales autres activités associées au sport en 2013 (3)</b>	<b>1 738</b>	<b>4 129</b>	<b>1 187</b>	<b>1 122</b>	<b>1 394</b>	<b>3 237</b>	<b>1 836</b>	<b>938</b>	<b>477</b>	<b>935</b>	<b>958</b>	<b>7 017</b>	<b>2 991</b>	<b>394</b>	<b>1 298</b>	<b>3 894</b>	<b>3 410</b>	<b>6 614</b>	<b>1 053</b>	<b>2 423</b>	<b>8 220</b>	<b>17 514</b>	<b>72 779</b>	<b>514</b>	<b>0</b>	
dont construction bateaux de plaisance	0	802	0	71	50	461	62	0	1	5	2	24	185	0	0	134	57	3 833	0	1 207	138	10	7 042	7	nd	
dont fabrication de bicyclettes et véhicule pour invalides	1	15	16	6	245	12	310	303	0	0	3	5	15	0	130	19	1	236	29	37	5	190	1 578	0	nd	
dont fabrication d'articles de sports	319	198	29	112	147	245	301	66	1	158	77	137	46	0	17	46	246	154	151	58	249	1 960	4 717	0	nd	
dont commerce de détail d'articles de sports en magasins spécialisés	1 277	2 754	869	915	831	2 412	1 141	569	373	598	859	6 412	2 082	394	1 010	2 157	3 070	2 326	862	1 073	5 661	8 369	46 014	443	nd	
Téléphériques et remontées mécaniques	79	270	236	0	0	0	0	0	1	140	0	0	462	0	65	1 370	0	0	0	0	1 832	6 489	10 944	0	nd	
dont location et location-bail d'articles de loisirs et de sports	62	90	37	18	121	107	22	0	101	34	17	439	201	0	76	168	36	65	11	48	335	496	2 484	64	nd	

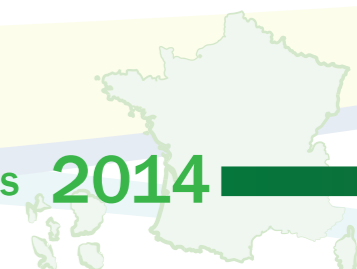
(1) Le secteur sportif regroupe les classes suivantes : gestion d'installations sportives (NAF 93.11Z), activités de clubs de sport (NAF 93.12Z), activités des centres de culture physique (NAF 93.13Z), autres activités liées au sport (NAF 93.19Z), enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisir (NAF 85.51Z).

(2) Non compris les postes d'enseignants d'éducation physique et sportive des établissements scolaires et universitaires, publics ou privés sous contrat.

(3) Activités économiques concourant essentiellement à la mise à disposition de biens ou de services nécessaires à la pratique du sport. Exemples : construction de bateaux de plaisance (NAF 30.12Z), fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides (NAF 30.92Z), fabrication d'articles de sport (NAF 32.30Z), commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé (NAF 47.64Z), téléphériques et remontées mécaniques (NAF 49.39C), location et location-bail d'articles de loisir et de sport (NAF 77.21Z).

Sources : INSEE-CLAP (associations employeuses), base de données Séquoia de l'ACOSS et des URSSAF

<b>AAH</b>	Allocation aux adultes handicapés	<b>FAJ</b>	Fonds d'Aide aux Jeunes
<b>ACOSS</b>	Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale	<b>FINESS</b>	Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux
<b>APA</b>	Allocation personnalisée d'autonomie	<b>FJT</b>	Foyers de jeunes travailleurs
<b>ASPA</b>	Allocation de solidarité aux personnes âgées	<b>FTM</b>	Foyers de Travailleurs Migrants
<b>ASS</b>	Allocation de solidarité spécifique	<b>INSEE</b>	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
<b>ASV</b>	Allocation supplémentaire vieillesse	<b>INSERM</b>	Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
<b>CADA</b>	Centre d'accueil de demandeurs d'asile	<b>IRCEM</b>	Institution de Retraite Complémentaire des Employés de Maison
<b>CEPIDC</b>	Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès	<b>ISD</b>	Indicateurs sociaux départementaux
<b>CHRS</b>	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale	<b>MEOS</b>	Mission des études, de l'observation et des statistiques
<b>CLAP</b>	Connaissance locale de l'appareil productif	<b>MEN</b>	Ministère de l'éducation nationale
<b>CMUC</b>	Couverture maladie universelle complémentaire	<b>MESR</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
<b>CNAF</b>	Caisse Nationale d'Allocations Familiales	<b>MSJEPVA</b>	Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
<b>CNAMTS</b>	Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés	<b>MSA</b>	Mutualité sociale agricole
<b>CUCS</b>	Contrats Urbains de Cohésion Sociale	<b>OFDT</b>	Observatoire français des drogues et des toxicomanies
<b>DALO</b>	Droit Au Logement Opposable	<b>ONZUS</b>	Observatoire national des zones urbaines sensibles
<b>DARES</b>	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques	<b>PAIO</b>	Permanence d'accueil, d'information et d'orientation
<b>DEPP</b>	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance	<b>PMSI</b>	Programme médicalisé des systèmes d'information
<b>DGCS</b>	Direction générale de la cohésion sociale	<b>RSA</b>	Revenu de solidarité active
<b>DJEPVA</b>	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie	<b>SAE</b>	Statistique Annuelle des Établissements
<b>DREES</b>	Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques	<b>SIG-VILLE</b>	Système d'Information Géographique de la Politique de la Ville
<b>DRJSCS</b>	Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale	<b>UNEDIC</b>	Union Nationale interprofessionnelle pour l'Emploi Dans l'Industrie et le Commerce
<b>ETP</b>	Équivalent Temps Plein	<b>URSSAF</b>	Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales
<b>ERASME</b>	Extraction, Recherche, Analyse, Suivi Médico Économique	<b>ZUS</b>	Zone urbaine sensible
<b>ESCAPAD</b>	Enquête sur la santé et les consommations lors de l'appel de préparation à la défense		





**DRJSCS d'Alsace**

Mission Observation, Audit, Évaluation, Ingénierie  
Cité Administrative Gaujot  
14 rue du Maréchal Juin CS 50 016  
67 084 STRASBOURG CEDEX  
[www.alsace.drjscs.gouv.fr](http://www.alsace.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS d'Aquitaine**

Mission Études, Statistiques et Observation  
7, bd. Jacques Chaban-Delmas  
33 525 BRUGES CEDEX  
[www.aquitaine.drjscs.gouv.fr](http://www.aquitaine.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS d'Auvergne**

Pôle Mission d'Appui  
34, rue Albert Thomas  
63 038 CLERMONT-FERRAND Cedex 1  
[www.auvergne.drjscs.gouv.fr](http://www.auvergne.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS de Bourgogne**

Centre de Ressources  
Observation/Enquêtes/Statistiques  
10, bd. Carnot BP 13 430  
21 034 DIJON CEDEX  
[www.bourgogne.drjscs.gouv.fr](http://www.bourgogne.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS de Bretagne**

Mission Observation/Appui/Expertise  
4, avenue du Bois L'Abbé CS 94 323  
35 043 RENNES CEDEX  
[www.bretagne.drjscs.gouv.fr](http://www.bretagne.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS du Centre**

Service Observation et Études  
122, rue du faubourg Bannier CS 74 204  
45 042 ORLÉANS CEDEX 1  
[www.centre.drjscs.gouv.fr](http://www.centre.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS de Champagne-Ardenne**

Mission Ressources  
Synthèses, Études, Évaluation  
4 rue Dom Pierre Pérignon  
51 009 CHÂLONS en CHAMPAGNE CEDEX  
[www.champagne-ardenne.drjscs.gouv.fr](http://www.champagne-ardenne.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS de Corse**

Mission Pilotage, Expertise, Appui,  
Service Observation Statistique  
Immeuble Castellani quartier St Joseph CS 13 001  
20700 AJACCIO CEDEX 09  
[www.corse.drjscs.gouv.fr](http://www.corse.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS de Franche-Comté**

Mission stratégie et animation des territoires  
11 bis, rue Nicolas Bruand  
25 043 BESANÇON CEDEX  
[www.franche-comte.drjscs.gouv.fr](http://www.franche-comte.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS Ile-de-France**

Mission d'Observation, d'Expertise et d'Appui  
6/8, rue Eugène Oudiné CS 81 360  
75 634 – PARIS CEDEX 13  
[www.ile-de-france.drjscs.gouv.fr](http://www.ile-de-france.drjscs.gouv.fr)

**DRIHL d'Ile-de-France**

Service des observatoires, études et évaluations  
À l'attention de Catherine Wintgens  
5, rue Leblanc  
75 911 PARIS CEDEX 15  
[www.drihl.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr](http://www.drihl.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr)

**DRJSCS Languedoc-Roussillon**

Cellule Observation/Veille/Études  
3, av. Charles Flahault  
34094 MONTPELLIER CEDEX 5  
[www.languedoc-roussillon.drjscs.gouv.fr](http://www.languedoc-roussillon.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS Limousin**

Service Observation, Études et Évaluation  
24 Rue Donzelot CS 73 707  
87 037 LIMOGES CEDEX 1  
[www.limousin.drjscs.gouv.fr](http://www.limousin.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS de Lorraine**

Pôle Observation  
4, rue Bénit CS 10 011  
54 035 NANCY CEDEX  
[www.lorraine.drjscs.gouv.fr](http://www.lorraine.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS de Midi-Pyrénées**

Unité Observation Études et Statistiques  
5, rue du pont Montaudran BP 7 009  
31 068 TOULOUSE CEDEX 7  
[www.midi-pyrenees.drjscs.gouv.fr](http://www.midi-pyrenees.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS du Nord-Pas de Calais**

Pôle Appui aux politiques  
35, rue Boucher de Perthes CS 40 018  
59 044 LILLE  
[www.nord-pas-de-calais.drjscs.gouv.fr](http://www.nord-pas-de-calais.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS Basse-Normandie**

Unité Observation et Statistiques  
Espace Claude Monet  
2, place Jean Nouzille CS 55 427  
14 054 CAEN CEDEX 4  
[www.basse-normandie.drjscs.gouv.fr](http://www.basse-normandie.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS de Haute-Normandie**

Mission de Veille, d'Expertise et d'Appui  
55, rue Amiral Cécille BP 1 358  
76 179 Rouen CEDEX  
[www.haute-normandie.drjscs.gouv.fr](http://www.haute-normandie.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS des Pays de la Loire**

Mission d'appui transversal et territorial  
9, rue René Viviani CS 46 205  
44 262 NANTES CEDEX 02  
[www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr](http://www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS de Picardie**

Mission Observation et Contrôle de Gestion  
20, square Friant les quatre chênes  
80039 AMIENS CEDEX 1  
[www.picardie.drjscs.gouv.fr](http://www.picardie.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS de Poitou-Charentes**

Mission Inspection Observation, Performance  
4 rue Micheline Ostermeyer CS 80 559  
86 020 POITIERS CEDEX  
[www.poitou-charentes.drjscs.gouv.fr](http://www.poitou-charentes.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS Provence Alpes Côte d'Azur**

Pôle Observation, Contrôle, Évaluation, Ingénierie  
66 A, rue Saint-Sébastien CS 50 240  
13 292 Marseille CEDEX 06  
[www.paca.drjscs.gouv.fr](http://www.paca.drjscs.gouv.fr)

**DRJSCS de Rhône-Alpes**

Mission Communication, Observation, Études,  
Statistiques  
245, rue Garibaldi  
69 422 LYON CEDEX 03  
[www.rhone-alpes.drjscs.gouv.fr](http://www.rhone-alpes.drjscs.gouv.fr)

**DJSCS de Guadeloupe**

Mission Observation Sociale et Statistiques  
323, bd du Général de Gaulle  
97 100 Basse-Terre  
[www.guadeloupe.drjscs.gouv.fr](http://www.guadeloupe.drjscs.gouv.fr)

**DJSCS de Guyane**

Service Observation, Cohésion Sociale et Égalité des  
Droits (OCSED)  
19, rue Schoelcher BP 5 001  
97 305 Cayenne  
[www.guyane.drjscs.gouv.fr](http://www.guyane.drjscs.gouv.fr)

**DJSCS de Martinique**

Mission transversale d'appui, Observation-Études-  
Statistiques  
ZA Étang Z'abricot  
Rond-point du Calendrier Lagunaire BP 669  
97 264 Fort-de-France CEDEX  
[www.martinique.drjscs.gouv.fr](http://www.martinique.drjscs.gouv.fr)

**DJSCS de La Réunion**

14, allée des Saphirs  
97 487 Saint-Denis CEDEX  
[www.reunion.drjscs.gouv.fr](http://www.reunion.drjscs.gouv.fr)

**DJSCS de Mayotte**

13, rue Mariazé BP 94  
97600 Mamoudzou  
<http://www.mayotte.drjscs.gouv.fr>

